LE MONDE LIBERTAIRE

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

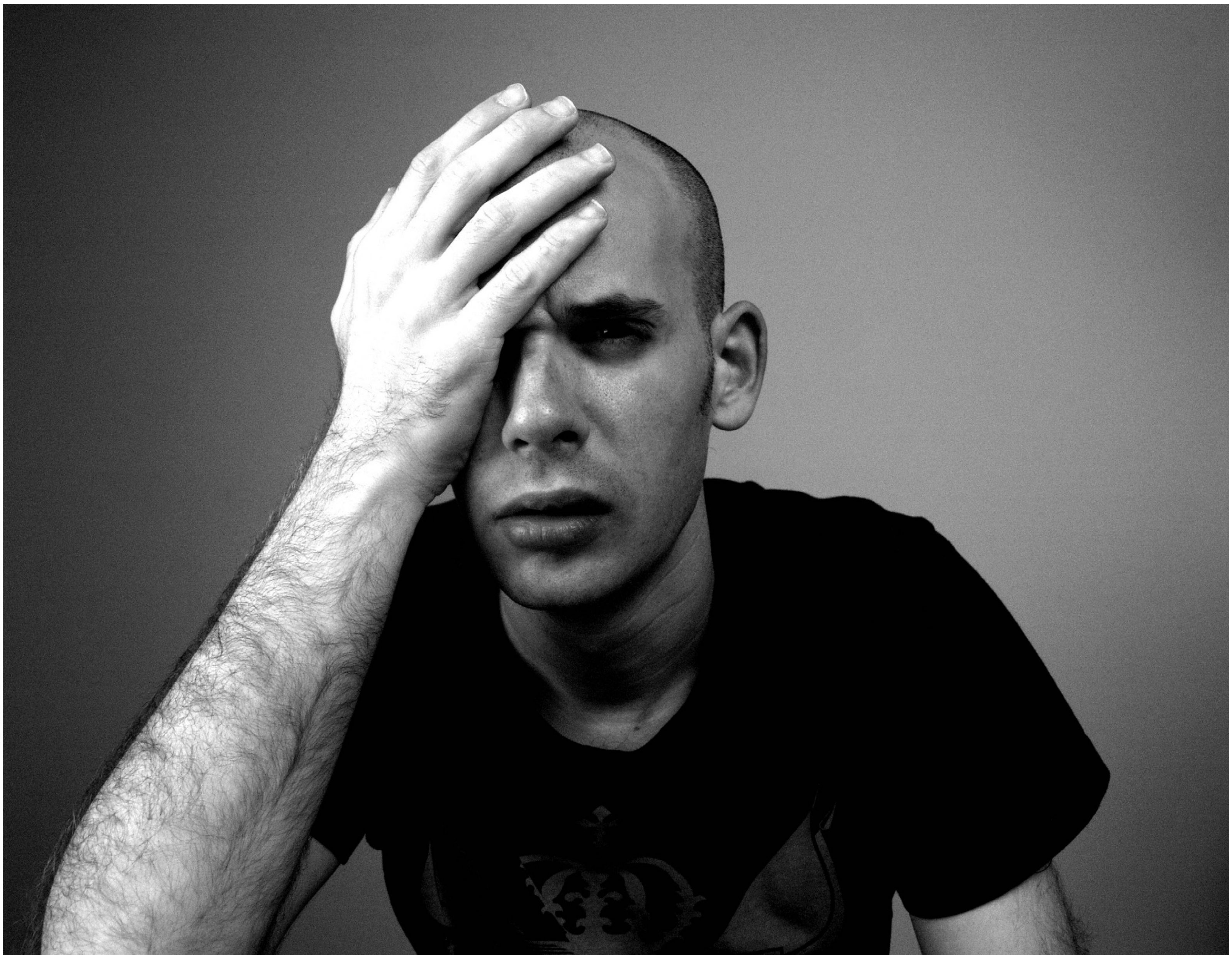
ISSN 0026-9433

N° 1700
du 21 au 27 mars 2013

« La loi, dans un grand souci d'égalité, interdit aux riches comme aux pauvres de coucher sous les ponts, de mendier dans les rues et de voler du pain. »

Anatole France

Les Francaouis sous Tranxène®



M 02137 - 1700 - F: 2,50 €

MAIS L'IBERE EST RUDE PAGE 3

Sommaire

Actualité

Les Ibères en colère, par R. Pino, *page 3*
Un Afghanistan malien, par P. Sommermeyer, *page 5*
Mauvais temps syndical, par J.-P. Germain, *page 6*
Les médias nous enfument, par E. Vanhecke, *page 7*
La Chronique néphrétique de Rodkol, *page 8*
Nouvelles rugueuses de PSA, par S. Larios, *page 9*

Arguments

Éloge de la production, par J. Langlois, *page 11*
Lâchez-nous clitos et prépuces! par Michel, *page 14*
Sécurité militaire, par N. Potkine, *page 15*

International

Artistes rebelles à Cuba, par M. Salinas, *page 16*

Expressions

Évolutions darwiniennes, par S. Moulis, *page 19*
Un sage chinois et libertaire, par C. Margat, *page 20*
Une revue est née, par Pathote, *page 20*

Mouvement

Luttes des femmes, *page 21*
Vie du mouvement, radio, *page 22*
L'agenda des anars, *page 23*

Illustrations

Aurelio, Kalem, Krokaga, Lardon, La Sala, Nemo, Schoëvaërt, Slo

Tarifs (hors-série inclus) — **France et étranger**

3 mois, 12 n^{os} hebdos, 1 n^{o} hors série, les gratuits	◯ 25 €
6 mois, 18 n^{os} hebdos, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits	◯ 50 €
1 an, 35 n^{os} hebdos, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits	◯ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Publications libertaires — c/o Maison des passages, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon

Nom ______________ Prénom ______________

Adresse ______________

Code postal ______________ Ville ______________

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien
1 an ◯ **95** €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB – Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Dans un drôle de bouquin, *Le Nouveau Vieux Monde*, Perry Anderson se penche sur cet OVNI politique qu'est l'Union européenne (UE). Souhaitée fédérale par Jean Monnet mais voulue Europe des nations par de Gaulle, elle n'est ni l'un ni l'autre : chargée de « *détrôner la politique et la mettre hors de portée électorale* », elle constitue un véritable « *déni de démocratie* » ; le pouvoir législatif s'y trouve concentré « *dans des organismes non élus mais possédant le pouvoir exécutif (La Commission et le Conseil) et le pouvoir judiciaire (la Cour du Luxembourg)* ». Ce « *droit communautaire foisonnant* » et opaque est tenu éloigné des peuples afin de réduire à néant les pouvoirs de décision des assemblées nationales élues. De même, la Cour de justice depuis 2007 s'emploie à rendre presque impossible aux syndicats de barrer la route aux appétits surréalistes des marchés. Pour Anderson, en démocratie, la décision du peuple est « *le point central du pouvoir politique* », mais « *rien de tel dans l'UE* ». Les consultations populaires sont bafouées, comme le référendum de 2005 en France sur le traité européen. L'UE c'est « *une liberté économique illimitée pour les classes dirigeantes et un recul énorme des droits des travailleurs et de la démocratie* ».

Geoffroy Geuens, l'auteur de *La Finance imaginaire* se montre aussi sévère. Pour lui, au sein des gouvernements nationaux, de la Commission européenne et de la Banque mondiale, les dirigeants ne sont pas influencés par des *lobbies*, mais bien directement issus ou intimement liés au monde des affaires. Geoffroy se gausse des titatas des belles âmes qui vont répétant qu'« *au départ, l'Europe était un beau projet, et qu'il a été perverti* ». En fait, « *les financiers sont au cœur même du projet de l'Europe* » et de sa réalisation, « *le ver est dans le fruit* ». À preuve les carrières des diverses grosses têtes européennes tel Jean Monnet, marchand d'alcool puis proche des banques et du groupe Lazare. (Sources : revue *Agone* n°50 et *Fakir*).

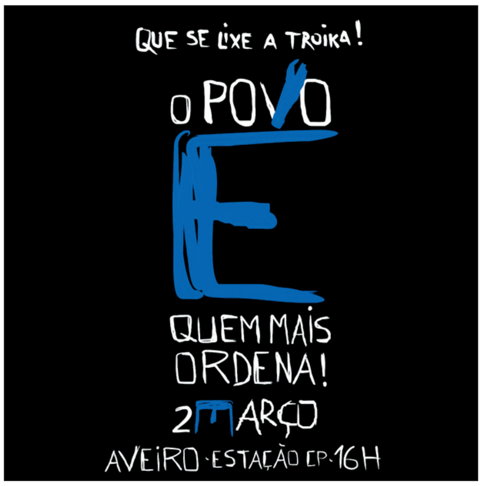
Corruption et pouvoirs occultes, c'est la tête de l'UE qui sent la mort. Tout comme les gouvernants des États, qu'elle se propose de réunir, qui sont eux aussi les jouets des classes possédantes, même quand la prétendue « gauche » est au pouvoir. Quantification de la nature et des hommes, apologie du fric et de la lutte de tous contre tous, viol du Droit du travail, ringardisation du syndicalisme, du collectif et du solidaire, instauration généralisée d'« austérités » sadiques et contre-productives, telles sont les nouvelles valeurs de ce gang des riches. Dès lors quoi d'étonnant à ce que les pousse-mégots milliardaires de la malbouffe industrielle garnissent sans vergogne les raviolis-à-pauvres avec les balayures des ateliers de boucherie.

Indigestion d'austérité chez les Ibères

Ramón Pino

Le samedi 2 mars, à Lisbonne et dans une quarantaine de villes du Portugal, des centaines de manifestants ont défilé dans les rues pour protester contre leur gouvernement et sa politique d'austérité. Partout, ils étaient des centaines de milliers à entonner *Grandola Vila Morena*, ce chant qui, diffusé à la radio le 25 avril 1974, avait été le signal du déclenchement de ce qu'on appellera par la suite la Révolution des œillets.

Les temps ont changé, les gouvernements aussi, mais l'exploitation et la misère sont toujours là. Ici comme ailleurs, la crise (toujours elle !) provoque les mêmes dégâts : licenciements, chômage accru (il dépasse maintenant les 17 %), etc. Les remèdes prescrits par la troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) sont les mêmes que pour la Grèce et l'Irlande : ajustements budgétaires découlant du « sauvetage » du pays par l'Union européenne. Par ajustements budgétaires, il faut évidemment comprendre coupes budgétaires dans les services publics et privatisations à outrance. Syndicats (mais pas tous), associations, collectifs, étudiants, retraités… Tous se sont retrouvés dans la rue pour crier : « *Que se lixe la troïka !* » (« *Que la troïka aille se faire foutre !* ») – et tant pis pour le politiquement correct !



À noter que, là-bas aussi, une « réforme » de la législation du travail a été signée entre le patronat et l'Union générale des travailleurs portugais (UGTP, d'obédience socialiste), mais rejetée par la CGT portugaise. Cette nouvelle législation prévoit, entre autres, la réduction des congés payés à vingt-deux jours ouvrables, la diminution du tarif des heures supplémentaires ainsi que la baisse des indemnités de licenciement : de trente jours par années travaillées, elles tombent à huit/douze jours. Il est loin le temps où le mot « réforme » avait une connotation progressiste ; désormais, à chaque fois qu'il est prononcé, c'est au détriment du bien-être des travailleurs.

Au Portugal, où le seuil de pauvreté est estimé à 434 euros, le salaire minimum perçu par 400 000 travailleurs (sur environ 6 millions d'actifs) n'est, lui, que de 432 euros nets (après retenues pour la caisse de la Sécurité sociale). Le constat d'Armenio Carlos, secrétaire général de la CGT portugaise, semble donc juste : « *Ce gouvernement qui n'a pas de légitimité politique, morale ou éthique ne tient plus que par un fil.* » Donc, affaire à suivre.

Et chez le voisin espagnol ? La situation n'y est guère meilleure pour les travailleurs. Les mêmes mesures d'austérité précarisent de plus en plus une population jamais consultée sur les décisions prises à Bruxelles par des institutions non démocratiques (suivant même la définition bourgeoise du mot « démocratie »). Les camarades anarcho-syndicalistes de la CGT espagnole appellent donc, tout naturellement, à une mobilisation contre l'Europe des marchés, responsable de la précarisation, et lance un manifeste pour « *une Europe des personnes contre l'Union européenne des marchés* ». Ils sont pour une Europe dans laquelle on défend les droits de toutes et tous contre les intérêts des marchés. Contre le fait qu'à Bruxelles 15 000 lobbyistes grenouillent auprès des députés, et que les représentants des banques occupent des hautes charges dans les gouvernements et au sommet des organismes tels le FMI ou la BCE par exemple. La CGT espagnole exige

également l'abrogation de tous les traités et pactes de l'Union européenne, puisqu'en tant que centrale anarcho-syndicaliste elle se déclare pour la construction d'une Europe des personnes et des peuples qui privilégie les droits et les intérêts des citoyens face aux élites économiques. Elle exige également une Europe démocratique dont les objectifs soient l'égalité, la liberté, la justice, la solidarité, l'entraide, soit autant de valeurs en opposition à cette Union européenne qui ne sert qu'à veiller aux intérêts du capital, aux dépens des droits et libertés des citoyens.

Les actions en préparation sont la continuation de toutes celles qui ont lieu depuis des mois, consistant à réclamer l'arrêt des privatisations et l'abrogation des lois qui les autorisent, car la gestion privée se révèle plus coûteuse et de plus mauvaise qualité que la gestion publique, le seul « avantage » des privatisations étant d'augmenter les profits des grandes entreprises. Au catalogue des revendications s'ajoutent, comme chez les voisins portugais, l'annulation de la réforme du Code du travail, l'augmentation du salaire minimum interprofessionnel (et, parallèlement, la limitation des hauts revenus des dirigeants). Sans oublier, bien sûr (problème plus qu'aigu en Espagne), la régulation du marché immobilier, l'arrêt des expulsions, la reconversion des logements vides en logements sociaux. Les mêmes droits et libertés sont revendiqués pour les immigrés, la régularisation de tous les sans-papiers, ainsi que la fermeture des centres de rétention (oui, là-bas aussi il y en a).

Ce catalogue revendicatif syndicaliste et anarchiste ne serait pas complet sans ce point exigeant la démilitarisation de l'État et de la société : arrêt des programmes d'achat d'armement et des missions militaires à l'étranger, ainsi qu'abandon des achats et de l'utilisation d'armes antiémeute, afin de mettre un terme à la répression policière contre les citoyens qui ne font que manifester leur indignation devant toutes les mesures antisociales dont ils sont victimes.

C'est dans cette perspective que la CGT espagnole lance un appel pour que la lutte pour les droits et libertés des personnes et des peuples soit une lutte clairement antifasciste, car face à la dictature financière que la population subit, on voit se présenter comme alternative des fascismes politiques qui, en ces temps de crise, s'enracinent dans toute l'Europe, à travers des discours populistes qui cachent de vieilles formes d'oppression. Rendez-vous était donc pris à l'occasion du sommet européen à Bruxelles, les 14 et 15 mars, pour développer manifestations et actions dont le point d'orgue pour l'Espagne devait être un rassemblement géant Puerta del Sol, à Madrid.

R. P.

L'ABC biélorusse sera en tournée du 18 au 25 mars

Concert de soutien le 5 avril à Lille.
Soirée d'information le 8 avril à Lille.

L'Anarchist Black Cross est une organisation qui milite pour la suppression des prisons. Les origines de l'ABC remontent à la Russie de 1905. Ce groupe s'appelait à l'origine l'Anarchist Red Cross, dans la Russie tsariste, et avait pour but d'apporter de l'aide aux prisonniers politiques et à leur famille, mais aussi de mettre en place des moyens de défense contre les raids politiques de l'armée cosaque. Le nom de cette organisation fut changé en Anarchist Black Cross lors de la guerre civile russe, pour éviter les confusions avec l'International Red Cross. Dans les années 1980, l'ABC se développe et de nouveaux groupes apparaissent en Amérique du Nord. De nombreux groupes autonomes existent encore aujourd'hui aux États-Unis, France, Biélorussie, etc., et continuent de s'occuper d'une large variété de problèmes relatifs à la prison.
Dans le cadre de l'infotour européen de l'Anarchist Black Cross biélorusse, un de ses membres sera présent pour expliquer les moyens utilisés par les activistes en Biélorussie pour lutter contre ce qui est présenté souvent comme la dernière dictature d'Europe. Plus que jamais, il est vital que l'information circule, pour mettre fin au règne des tyrans.
Débat et projections.

Le bourbier malien

On peut réduire ce qu'il se passe dans le nord du Mali à une défense généreuse des femmes opprimées. C'est ce que le président de la France normale a déclaré en réponse à son prédécesseur qui le critiquait pour son manque d'envergure. Sur ce point précis, nous conviendrons que pour tous les religieux, qu'ils soient armés ou pas, l'autonomie des femmes est le dernier de leurs soucis si ce n'est contradictoire avec leurs théologies. Les informations qui nous viennent via les médias de Gao, Tombouctou ou Kidal, confirment le soulagement que ces femmes expriment gaiement à la vue de nos martiaux pioupious. Mais cela n'est que l'écume blanche et allègre des miasmes qui remontent autour de ce qu'il faut bien appeler la première des guerres postcoloniales françaises.

Le dernier quart d'heure

Je dois dire que j'avais déjà entendu pas mal de déclarations définitives sur la fin de l'un ou l'autre des conflits en cours. Naïf, je pensais que notre « normal » président ne tomberait pas dans ce piège conceptuel. Eh si ! Il vient de nous annoncer le prochain départ des troupes françaises du Mali car, dit-il, l'intervention française est entrée dans sa « phase ultime ». Si cela était aussi simple. L'état-major, lui, a d'ores et déjà préparé le terrain à une prolongation du conflit en présentant, comme une découverte, de l'armement lourd saisi dans des caches montagneuses. Les premiers morts français indiquent que la promenade triomphale est terminée et que cela risque de durer plus longtemps que prévu. Le pari fait par l'État français de se faire relayer par des troupes africaines est très loin d'être gagné. Hors les troupes tchadiennes, pas d'autre pays africain ne s'est risqué dans ce bourbier saharien. Le Tchad a des motivations qui lui sont propres. Limitrophe avec la Libye il a connu une instabilité chronique, l'armée française étant le garant de la stabilité du régime en place, ce qui n'a pas empêché son président, Idriss Déby, d'envoyer de l'aide à Khadafi au moment de la révolution libyenne. Ce qui fait qu'il a bien des choses à se faire pardonner. Il paye avec les vies des 26 soldats tués, pris, selon certaines sources, dans une embuscade montée par des islamistes avec la complicité de Touaregs autonomistes. La presse tchadienne s'est plainte que le Mali n'a pas envoyé de représentant aux cérémonies mortuaires de ces soldats. Bonjour l'ambiance.

Pendant ce temps-là

Si le Mali est en guerre au nord, au sud la situation est tout aussi chaotique. Un colonel major a été rappelé du front à Bamako pour, d'une part, un désaccord important avec les Français sur les relations à avoir avec les Touaregs ralliés, et d'autre part pour avoir « été impliqué dans l'évasion du maire de Tarkint, Baba Ould Cheick, qui avait été arrêté en février car figurant sur une liste de personnes recherchées par la justice malienne pour trafic de drogue ». Dans Bamako même des informations font état de chasse aux musulmans fondamentalistes à qui la police rase la barbe. La liberté de la presse pose problème au pouvoir, un journaliste a été arrêté. Ce qui a provoqué une grève générale de ses collègues. Aucun journal ne paraît ni en ligne ni sur papier ce mardi 12 mars. Boukary Daou a été interpellé par la Sécurité d'État pour avoir publié dans son journal, *le Républicain*, un article mettant en cause les avantages accordés au capitaine Sanogo et son comité. Cette arrestation a amené l'ambassadrice des États-Unis à Bamako, lors de l'inauguration de l'installation dans cette capitale de la radio Voice of America, à déplorer cette nouvelle. L'article en question reproduisait la protestation de soldats maliens sur le front à propos de ces avantages. Ils disaient : « *Nous avons appris, pendant que nous mourons, nous, dans le grand désert, que le capitaine Sanogo, pour avoir fait un coup d'État, et mis le pays dans la situation que nous connaissons, doit bénéficier d'un salaire de quatre millions. Et les autres de son groupe, c'est-à-dire son clan, qui refusent de venir combattre, bénéficient également des mêmes traitements.* » Ils ajoutaient que « *si cette décision n'était pas annulée avant dans les deux semaines suivantes, nous cesserons, nous, c'est-à-dire moi et mes éléments, de combattre et nous sommes prêts à en subir toutes les conséquences* ».

Et pendant ce temps-là, une partie de la presse française fait cocorico, les pays voisins veulent bien intervenir si quelqu'un paye, l'État malien est en complète déconfiture, les intérêts occidentaux ont besoin que la France joue le rôle de gendarme. Les Américains ne sont pas les seuls à être sur place. La Chine dont personne ne parle est là. Depuis l'an 2000, chaque année des entreprises chinoises s'installent discrètement dans la capitale. Les secteurs concernés sont très divers et vont du commerce à la restauration-hôtellerie, en passant par les travaux publics, l'industrie et l'agriculture. Ce qui a surtout comme effet l'introduction de produits manufacturés chinois en grand nombre. L'Empire du milieu a aussi besoin d'un gendarme.

Garde à vous !

Pierre Sommermeyer

Brèves de combat

Accroc à la manif antisexiste

La manif de la journée pour le droit des femmes a réuni quelques centaines de personnes. Une trentaine de militants de la FA souhaitait suivre le 9e collectif de sans-papiers quand une ligne de SO du PCF s'est déployée devant leurs banderoles. La FA et le 9e proposant de laisser passer le PCF pour rester ensemble, ce dernier a refusé et la tension est montée rapidement. Un membre du PCF a gazé et le SO a maintenu à distance du cortège, le collectif 8 mars pour toutes (réunissant des militants de la FA et du NPA). Franchement, un tel comportement machiste durant une manif dédiée aux droits des femmes laisse dubitatif…

Suicides de cadres à La Poste

Alors que les suicides de postiers s'accumulent, c'est maintenant la direction de La Poste qui est touchée par le décès d'un cadre stratégique du groupe, qui a mis fin à ses jours le 25 février dernier.

Alerte sur l'ANI

L'Observatoire du stress pointe que la version finale est « *sur certains points encore plus défavorable aux salariés que la première version proposée par le Medef* ». Par exemple, concernant l'absence de limites à la mobilité géographique des salariés : « *Le texte ne fixe plus de bornes à la mobilité, ne protège plus les travailleurs les plus précaires contre des mobilités qu'ils n'ont pas les moyens de suivre* ». La mobilité dite volontaire et sécurisée est pour

Météo syndicale

Cette semaine la CGT sortira-t-elle un nouveau monde du chapeau à Toulouse ? On peut en douter à la contemplation du tableau social. Face aux divers accords dits sociaux sur la compétitivité, la riposte syndicale semble s'effriter. L'exemple phare[1] de Renault montre où le bat blesse. CFDT, CFE-CGC et FO ont signé un accord qui « promet suppressions de postes et reculs sociaux » ; jusque-là la CGT affirmait haut et fort son opposition. Mais dernièrement la centrale de Montreuil s'est bornée à une abstention… Remettant le changement des choses aux calendes grecques ou plutôt aux élections politiques ?

En plein milieu du congrès à Toulouse (du 18 au 22 mars), la question prend toute son ampleur.

La CGT est montrée du doigt par tous les tenants du libéralisme, néo ou pas, elle se proclame intransigeante face aux prétentions patronales arc-boutées sur la social-démocratie à la française, mais pour combien de temps ?

Certes, il pourrait sembler que la dénonciation de syndicalistes combatifs appartient au passé[2] mais « pour autant » considérer le syndicalisme comme inférieur à l'organisation politique est toujours là.

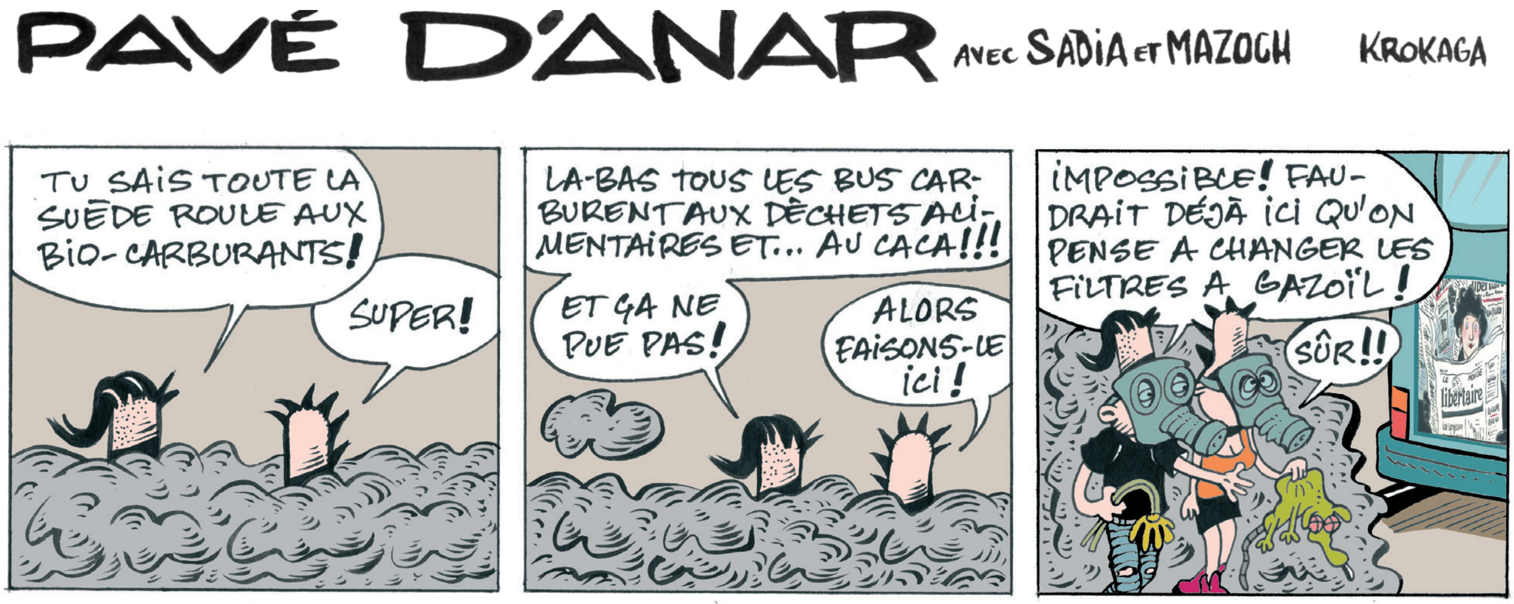
Lors d'une table ronde organisée par l'*Humanité*, on causait d'un thème qui anime le mouvement ouvrier depuis sa création : « Le syndicalisme peut-il changer les choses ? »[3] Représentants de la CGT, de la FSU, du Front des luttes et un maître de conférences de l'université Paris VIII. On a causé longuement et doctement, mais pas trop de l'éternel problème dans le social, à savoir qui fait quoi et à quel degré ?

Citons : « Les organisations syndicales ont donc à travailler avec les politiques pour élaborer ces dispositifs, lutter contre les délocalisations et le chômage et agir sur le contenu même du travail. » « La condition est simplement le respect de la spécificité de chacun et le refus de l'instrumentalisation du syndicalisme par le politique, mais aussi l'inverse. » Vaste débat… même au sein du mouvement libertaire !

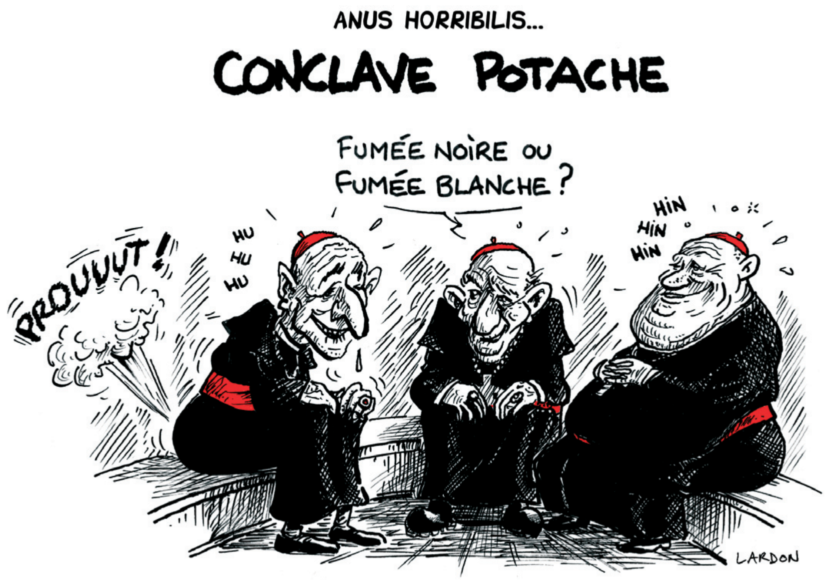
Au risque (*sic*) de se répéter : ne comptons que sur nous-mêmes et ne lâchons rien !

Jean-Pierre Germain
Groupe Salvador-Seguí
Fédération anarchiste

1. On rappellera que Renault a longtemps été (surtout à Boulogne-Billancourt) la citadelle ouvrière qui donnait le « la » au monde du travail.
2. On pense, entre autres, aux camarades de Continental !
3. On n'en est pas à une autre société ou à un monde nouveau…



Enfumages en vrac



J'ai un scoop coco ! La municipalité a installé une pissotière en bas de chez moi. Vous vous en foutez ? Vous avez bien raison ! Vous êtes d'ailleurs des millions comme ça. Il y a bien d'autres choses dont vous vous foutez, mais ces choses-là vous êtes quasiment obligés de les entendre et de les réentendre. Par exemple tiens, la mort de Monsieur Pape, enfin il a collé sa dem' c'est un peu pareil, et pourtant il ne fut pas un jour où cet ancien des jeunesses hitlériennes n'ait fait la *une* des magazines, des jités comme ils disent, des kiosques à journaux, enfin de toutes ces autorités morales qui nous montrent ce qu'il faut penser, à quoi il faut penser et surtout comment il faut penser. Que Monsieur Pape soit remplacé par un autre arsouille en dentelles comme Monsieur Imbroglio (c'est bien ça non ?), soupçonné sinon de complicité, du moins de complaisance avec la dictature argentine, nous contraint dès lors de clamer : qu'il dégage ! Et les émissions spéciales d'une radio nationale dirigée par un ancien libertaire (c'est ainsi que Philippe Val s'autoproclamait), ami comme cochon avec Carla Bruni, n'y pourront pas grand-chose.

Il en va ainsi de l'opinion publique du café du commerce. Il faut s'ébaubir, s'émerveiller, adorer, se révolter grrr, aller à l'endroit qu'on nous indique, verser sa larme aux enterrements des gens connus, cracher sur DSK, positiver avec Carrefour, donner un p'tit sou pour l'Opération Pièces Jaunes et un kilo de nouilles ou un paquet de biscottes sans sel aux Restaurants du cœur.

Être conforme, ne pas se faire remarquer, rester gris devant un mur gris, blanc devant un mur blanc, jaune à la CFDT, et rouge à la cégète. Notre environnement nous formate, nous façonne, nous conduit. Et si je puis m'exprimer ainsi, ils font comme ils peuvent, mais les trous-du-cul nous gonflent.

Un petit exemple : Stéphane Hessel est mort il n'y a pas si longtemps. Cela n'aura évidemment échappé à personne. Voilà un bon vieux monsieur qui avait toutes les apparences du vieux sage, rieur, l'œil vif, la répartie sans doute cinglante, cultivé et fort apprécié de tout le monde, celui qu'on convie pour une commémoration quelconque, qu'on consulte ; ancien résistant, intellectuel de grande valeur et surtout connu pour avoir rédigé une petite brochure de vingt pages, fortement médiatisée et habilement diffusée, un texte sans surprise et sans clé ma foi, hé ! pas besoin de clé pour enfoncer une porte ouverte. Bref à peine de quoi éveiller des consciences qui n'attendaient pas que ça. L'individu ne fut pas pour autant aussi sympathique, et en homme de pouvoir, et façonné par le pouvoir qu'il fut, son attitude arrogante et manœuvrière envers les libertaires ne lui pas toujours attiré des hommages bonhommes, niaiseux et dégoulinants de tristesse comme ces dernières semaines. « *Il se prenait pour Talleyrand* », mais il était seul à y croire, écrivit Yves Peyraut dans ses mémoires à propos des négociations dans les années quatre-vingt pour l'attribution des fréquences de radios libres. Ardent partisan d'illusoires mariages forcés des fréquences, il en fut pour ses frais. Ce Père Noël des bonnes consciences ne mérite sans doute pas le moindre début de carnaval. « *Si je peux oser une comparaison audacieuse sur un sujet qui me touche, j'affirme ceci : l'occupation allemande était, si on la compare par exemple avec l'occupation actuelle de la Palestine par les Israéliens, une occupation relativement inoffensive, abstraction faite d'éléments d'exception comme les incarcérations, les internements et les exécutions, ainsi que le vol d'œuvres d'art* », a-t-il déclaré au journal *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le 21 janvier 2011. Les rescapés apprécieront…

Et toujours dans le genre regardez braves gens mon ego démesuré, je suis « une people » et je vous emmerde, moi aussi j'ai couché avec DSK et je vais me faire un compte en banque démesuré avec ça. Marcela Iacub essaie sans doute de se faire une notoriété, à défaut d'avoir du talent, en accédant à ce qu'il y a de plus riche, de plus fort, de plus cher, de plus « tiens tu le sens mon gros chèque ! » Et là-dessus les voyeurs, les frustrés plongent comme des mouches sur du miel, pour ne pas dire autre chose. Strauss-Kahn se vend, Strauss-Kahn fait vendre et tout ceux et toutes celles qui l'approchent deviennent irrémédiablement corrompus. Que celui (ou celle) qui voit de la libération sexuelle dans cette affaire se signale et on lui offre un abonnement d'un an à *la Veillée des Chaumières* ou au *Chasseur français*.

Marchandisation des consciences et marchandisation du corps, ils ont même parlé de temps libre pour les cerveaux, voilà qui est bien fait pour endormir nos consciences et nous faire oublier notre petit train-train vers le travail ou vers Pôle Emploi. Il y a désormais de plus en plus de journaux uniquement dédiés aux désirs inavoués et inavouables à propos des croupes bronzées de vagues célébrités auxquelles on aimerait tant ressembler, à nos pensées pendant l'orgasme ou à la dernière recette de clafoutis au concombre. Ah les journaux ! Les trucs en papier, les brochures de vingt pages, les machins qui s'enflamment dans les barbecues, pendant les piquets de grève…

Émile Vanhecke

l'Observatoire *« une mesure qui a été mise en place à France Télécom pendant plusieurs années pour pousser les seniors hors de l'entreprise »*. Plusieurs autres critiques fort justifiées à consulter sur le site www.observatoiredus-tressft.org/

Yo !

La condamnation d'Hervé Éon, un militant du Parti de Gauche, coupable d'avoir brandi le message *« Casse toi pov'con »* sur une pancarte, au passage de Nicolas Sarkozy à Laval en 2008, a valu à la France d'être sanctionnée par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) pour avoir bafoué la liberté d'expression.

Pas facile d'être un bébé Rom

Âgée de sept mois, Florina a déjà connu deux épisodes douloureux de séparation d'avec sa mère qui la nourrit au sein. Une première fois à la fin de l'année 2012, lorsque sa mère, contrôlée à Gare-du-Nord, a été placée en rétention sur la base d'une obligation de quitter le territoire français en date de juillet 2012, c'est-à-dire antérieure à la naissance de sa fille. Trois mois plus tard, alors qu'elle avait obtenu gain de cause, les mêmes horreurs se reproduisent. La gamine refuse les biberons que lui donne son père depuis trois jours. Remettre en liberté cette maman est une question de bon sens, rien de plus car il y va de sa santé et de celle de son enfant. Mais les tenants de la politique du chiffre ne l'entendent pas de cette oreille simplement humaine…

Chronique néphrétique

Contre-révolution, tout contre…

Je voudrais sans la nommer vous parler d'elle… C'est ma lectrice préférée. Celle qui envoie au *Monde libertaire* de longues lettres me concernant. Dans la dernière, elle supplie la rédaction de trouver quelqu'un pour me répondre. *« Que l'on ne le laisse pas parler tout seul ! Un débat ! Une dispute ! Par pitié ! Sinon, c'est à désespérer des anarchistes et je vais de ce pas m'abonner à* Lutte ouvrière *(C'est un vil chantage) »* Elle a bien raison ! Paraîtrait que je m'égare du côté d'Onfray, à l'égard duquel je suis trop bienveillant (?), et ma pensée est très confuse. Entre autres, après avoir *« sympathisé avec les chouans »*, j'ai écrit : *« Mais la révolution, c'est sacrément autoritaire, non ? »* Pour tout vous dire, heureusement qu'elle est là, ma « permanente », sinon j'en viendrais à penser que l'on peut écrire n'importe quoi dans ce journal sans entraîner de réactions… *« Je voudrais, sans la nommer lui rendre hommage »* (*Sans la nommer*, Moustaki), parce que c'est la seule à réagir là-dessus.

Le chantage à LO m'a bien fait rire puisque j'y ai passé dix ans, à LO. Non, il ne faut pas dire les choses ainsi : j'ai milité, défendu les idées trotskystes de Lutte ouvrière pendant dix ans, jusqu'à ce que je comprenne, ou plutôt que l'on me fasse comprendre que je n'étais pas un militant. Je n'avais pas le droit de vote au congrès, parce que pas assez dans le moule, encore trop « petit-bourgeois », etc. J'ai appris énormément de choses à LO, sincèrement. Mais la plus importante, c'est que les trotskystes n'ont pas tiré les leçons du stalinisme et qu'ils ont tout pour reproduire le pire. Pendant plus de dix ans j'ai vanté la révolution à venir, prolétarienne, défendu les révolutions passées principalement la soviétique, qui a mal tourné. Jamais défendu la chinoise ou la cubaine (ouf !) évidemment, puisque *« seule la russe avait à sa tête la classe ouvrière »*. J'ai argumenté sans relâche sur le niveau de développement économique trop faible dans ce pays, la taille réduite puis l'épuisement de la classe ouvrière, les armées blanches, le fait que la révolution reste isolée, etc. pour expliquer la faillite stalinienne. Et tenté de comprendre comment la dialectique matérialiste était devenue une arme de tortionnaires… Comment au nom de la Raison, on sombre dans la folie. À LO, on m'a aussi fait lire Kœstler, Orwell, Victor Serge… Et l'on est bien en droit de s'interroger : en voulant mieux, n'a-t-on pas créé pire ? Je sais, ça fait mal. Mais le respect pour les gens qui ont lutté avant nous, anarchistes ou pas, qui voulaient changer le monde, c'est aussi de tenir compte de leurs expériences, erreurs comprises.

Alors, pour ou contre la révolution ? Chez les anarchistes, on peut poser cette question noir sur blanc, la preuve. Est-ce la preuve d'une extrême liberté ou d'une déliquescence, d'une absence de sérieux, d'un flou idéologique ? Est-ce notre faiblesse ? Mon optimisme récurrent me fait espérer que c'est notre force. En tous les cas, personne n'attend dix ans à la Fédération anarchiste… pour ne pas avoir le droit d'en discuter.

Le qualificatif « contre-révolutionnaire » revient souvent dans mon courrier. Qu'est-ce que cela veut dire ? Pas grand-chose. Dans une révolution, le contre-révolutionnaire, c'est celui qui s'oppose au pouvoir du moment. Les Girondins, les Montagnards, tous contre-révolutionnaires ! Les Enragés, Graccus Babœuf : contre-révolutionnaires ! Les anarchistes, pour les bolcheviques, étaient contre-révolutionnaires. Les trotskystes ensuite, pour les staliniens. Contre-révolutionnaire, celui qui comprend avant les autres que la révolution ne prend pas le chemin qu'il espérait ? Que les masses qui dans un premier temps semblaient unies dans un espoir commun se divisent, se combattent. Que les intérêts divergents ressurgissent, les haines et les couteaux s'aiguisent, que des cliques accaparent des biens, des commandements, des places. Combien de révolutions échappent à ce schéma ? Quelqu'un peut-il m'en citer une ? Aujourd'hui, en Tunisie, les islamistes d'Ennahda au pouvoir traitent l'opposition de « contre-révolutionnaire » (je n'ai pas dit que la Tunisie avait fait une révolution).

Qu'elles soient bourgeoises ou prol… ? Bon sang ! Et si la révolution était de toute façon bourgeoise ? Si ce n'était qu'un mode d'accession au pouvoir de la classe bourgeoise ? Et si copier ce mode d'accession au pouvoir était l'erreur ? Où l'on retrouve les discussions enflammées sur la nature de l'URSS : et si ce qui avait été dénoncé par les trotskystes dès le début en Chine, à savoir que c'est la bourgeoisie chinoise qui se propulsait à la tête de la révolution, s'était vérifié en URSS aussi ? Et si se cramponner chez les trotskystes à cette étiquette d'« État ouvrier dégénéré » et de refuser absolument celle de « capitalisme d'État » n'était que la forme intellectualisée d'un déni ? Faisons le bilan des révolutions du XX[e] siècle : ne s'agit-il pas à l'échelle mondiale d'un gigantesque rattrapage politique et économique de bourgeoisies dominées antérieurement par des puissances occidentales ? Avec toujours pour modèle la Grande Révolution française, et les petits, la piétaille, les couillonnés par les bourgeois qui tirent les ficelles. Et si la ruse de l'idéologie dominante, bourgeoise, c'était de nous placer sur son terrain, sa logique, ses méthodes (même si depuis ici la bourgeoisie ne s'y reconnaît plus : elle a la place). Allez, répondez-moi ! Faites-le pour Elle, et pour *Le Monde libertaire*, que nous ne perdions pas une abonnée…

Rodkol
rodkol@netcourrier.fr

Ambiance à PSA

des nouvelles fraîches

Solien Larios

Tous les records de durée d'une grève dans l'automobile commencent à exploser ce jeudi 7 mars. Plus de sept semaines, ça devient dément. Effacées des tablettes les six semaines de 2007. Le *Guiness Book* n'est pas loin. Dans l'espoir de redonner un deuxième souffle à un conflit qui s'enlise, le secrétaire Lutte Ouvrière de la CGT Aulnay veut inviter les non-grévistes à l'AG où viendra le remplaçant de Bernard Thibault. Sans peur du grotesque, il propose même de leur offrir le café et des cacahuètes… Il se dit que plus de monde il y aura, plus ça permettra à sa secte[1] de faire de la lèche à la CGT nationale, en lui donnant des gages…À ceux qui me proposent de m'adresser aux ouvriers confinés dans les salles de pause, je réponds tout net : « *j'ai le respect des cadavres ! Je ne trouble pas les cimetières !* » Sans ironie, je me permets d'ajouter : « *s'il doit y avoir des cacahuètes, ça sera les épluchures dans la gueule de ces charognes !* »

Une preuve de plus que la plus grande partie des non-grévistes ont les foies. Rien que pour cette semaine : 60 d'entre eux partent pour Poissy monter les sièges manquants à cause de la grève chez Lear. Chaque lundi un nombre équivalent devrait suivre un chemin similaire. À ce rythme, ils préparent bien le vidage de l'usine. Le débat est toujours là : ont-ils encore besoin de la production à Aulnay ? L'une des clefs d'une éventuelle victoire réside toujours dans cette question. Cette interrogation n'empêche en tout cas pas la compassion envers la vermine : qu'ils crèvent les pneus des bus ! Le témoignage d'ouvriers ayant fait l'aller-retour prouve bien qu'ils vont marner : à Poissy, pas le droit d'aller aux cabinets, faut respecter les pauses, même pour manger le casse-croûte ! Comme disait Louis-Ferdinand Céline : « *On croit qu'il y a des limites à la bêtise humaine… elle est sans limite !* » Rien que le fait que je vous raconte qu'à Aulnay, ils étaient payés à rien foutre que profiter de notre grève, étaye les dires du grand écrivain. Encore heureux pour ces casemates que le chef ne leur ait pas demandé d'aller se jeter au fond d'un trou…

Tout n'est pas encore verrouillé. Les murs ont été trop longtemps fermés. Les jeunes qui viennent voir les grévistes, ramènent de la joie, de l'enthousiasme et de la bonne humeur… la jonction sans prise de tête entre le monde du travail et l'intellectuel. Lutte Ouvrière avec sa tristesse qui durera toujours, sa sournoiserie. voulait que la grève d'Aulnay soit sa chasse gardée exclusive. Au moins ces Pierrots lunaires viennent avec leurs vraies couleurs…

Le passé éclaire souvent le présent. Pour vous prouver que je n'exagère pas dans mes dires, je vous y ramène… Ce samedi-là, un rassemblement d'importance a lieu à Aulnay-sous-Bois. C'est un grand meeting déjà prévu de longue date par les syndicats. Son but : protester contre le chômage, la désolation à venir dans un département déjà sinistré. Poutou et ses collègues de Ford montent dans la foulée de leur manif du matin au salon de l'automobile pour apporter leur soutien.

C'est pas de trop au vu du nombre des présents que les Fords soient venus aux HLM des 3 000. Une fois Poutou sur place, Jean-Pierre Mercier et deux acolytes viennent à sa rencontre. Prétextant que c'est un meeting syndical, pas politique… donc il ne montera pas à la tribune. Les promesses faites avant, les péripéties de 50 ouvriers venus dans la galère du RER pour arriver dans la foulée du Salon de l'Auto n'y font rien. Au contraire, les sbires aboient de plus belle. Poutou et ses collègues auront fait le voyage pour rien. Dégoûtés, ils repartiront avec le sectarisme de Lutte Ouvrière en souvenir. Il est vrai que Jean-Pierre Mercier et sa secte[1] n'aiment pas la concurrence ; s'il doit y avoir unité, ça doit être sous leur unique direction.

Comme j'aimerais que le ridicule tue ce que racontent les trotskistes dans les ateliers sur Poutou. Les chants de corbeaux se poursuivaient : « *Le NPA c'est des petits ! Ils ont besoin de la lutte d'Aulnay pour exister, faire leur pub ! Le NPA se met devant la foule avec son drapeau pour faire croire qu'il dirige, qu'il est grand !* » Tout ça a fait des dégâts : une revendication monte : « *Les syndicalistes doivent enlever leurs badges. Arrêter les guéguerres d'appareil politique.* » Les grévistes précisent bien : ce qui a fait déborder le vase, c'est l'attitude honteuse, sectaire… contre Poutou et les ouvriers de Ford.

La colère légitime contre Lutte Ouvrière remonte jusqu'au secrétariat du syndicat. Manque de pot pour les trotskistes ce jour-là : un observateur de la CGT nationale monte pour assister aux débats hebdomadaires au local. Bien qu'édulcorés par LO, les compte-rendus des échanges montrent bien que ça a chauffé pour eux. En invitant un adepte de Joseph, les croyants en Léon voulaient démontrer l'alliance définitive entre les deux branches du bolchévisme (stalinisme/trotskysme) de plus en plus complémentaires. Le stalinien malgré ça ne manquera pas de casser du trotskyste racontant en haut lieu que ça n'allait déjà pas si bien. Je vous relate des faits pas très reluisants de l'histoire contemporaine du mouvement trotskiste. Si je ne relatais pas à mon tour les paroles d'un militant de Lutte Ouvrière pour calomnier Poutou de plus belle. Propos qui m'ont été rapportés par des témoins. Elles finiraient à l'égout à l'image de l'individu qui les a éructées dans une réunion d'atelier. « *Le révolutionnaire Poutou a payé pour rentrer au salon de l'auto ! Nous, on rentre gratos !* » Le public d'idiots du village acquis à son humour de caniveau, se marre. Sans savoir qu'il est plus facile de rentrer à 3 000 qu'à 50. À contempler ces réparties douteuses, on conviendra qu'une éventuelle union des trotskistes n'est pas pour demain !

Conséquence des calomnies intertrotskistes : si le ridicule ne les tue pas, les bouchons finissent par sauter dans les ateliers. Une grève anti-syndicats éclate en équipe B derrière montrent les déboires des dirigeants de la CGT d'Aulnay.

Bien que Lutte Ouvrière ait mué, le corps staliniste rejette les cellules trotskistes, c'est génétique. Il ne peut que se réjouir des malheurs des néostaliniens. La lecture des minutes de la réunion nous montre bien comment. Mercier a été rembarré par les grévistes quand il s'est présenté à eux avec son badge. Son image de leader de la grève s'est bien écornée… Dans la réunion au local, Mercier croit se dédouaner en faisant dans la surenchère calomniatrice, balançant en plein secrétariat : « les grévistes de ce matin sont téléguidés par FO pour casser la CGT et la lutte ! » En balançant ces inepties, malgré sa garde prétorienne, il ne fait rien d'autre qu'aggraver son cas. Des personnes présentes laissent pas passer : « *si eux sont FO moi aussi ! La grève de ce matin est plus que justifiée !* » Les notes du cahier, avant arrachage, s'arrêtent là. L'article aussi. Suite la semaine prochaine avec la narration clinique comme si vous y étiez de l'épopée au siège de l'IUMM.

S. L.

---

1. Définition du Larousse : Clan constitué par des personnes ayant la même idéologie. Ex. : ce petit groupe constitue une secte à l'intérieur du parti. Ensemble de personnes professant une même doctrine philosophique, religieuse etc. Ex : la secte d'Epicure. Groupement religieux clos sur lui-même et créé en opposition à des pratiques religieuses dominantes.

Soutien

Pour soutenir financièrement salariés de l'automobile du 93, rendez-vous sur le site www.soutien-salaries-automobile-93.org pour effectuer un don de solidarité par carte bancaire ou alors vous pouvez adresser un chèque libellés à l'ordre de « Soutien aux salariés de l'automobile du 93 » et l'adresser à :

Soutien aux salariés de l'automobile du 93, 19-21 rue Jacques-Duclos, 93 600 Aulnay-sous-Bois.

Grève de des PSA en 1982.

L'importance cruciale de la production

Jacques Langlois

Bernard Friot, spécialiste de la protection sociale, a sorti un article dans le *Sarkophage* pour nous expliquer que celle-ci, comme les dépenses publiques, était largement à l'origine du PIB. Je conteste formellement cette assertion qui n'a un semblant de vérité que parce que le PIB, norme internationale de comptabilité publique, est un instrument de mesure à la fois tronqué, trompeur et construit pour servir le capitalisme exploiteur et l'État prédateur. Déjà, le PIB, à la différence du PNB, ne tient pas compte du solde des échanges extérieurs ; ce n'est pas par hasard que le PNB qui enregistre les résultats du commerce extérieur a été remplacé par le PIB concentré sur l'économie du territoire ; cela permet d'ignorer que la perte d'emplois en France et ailleurs est partiellement liée au déficit de la balance commerciale du pays (70 milliards en 2011, ce qui est atténué par le solde des échanges de services et celui des paiements ; mais la balance commerciale des échanges de produits en dit bien plus long sur le niveau de l'emploi industriel). Cela permet de glisser sur une des causes principales de la crise, à savoir le déséquilibre structurel des échanges, par exemple entre l'Allemagne et la zone euro. On sait aussi que le calcul du PIB, purement monétaire et quantitatif, enregistre comme production valorisée celle qui compense les dégâts en tout genre : par exemple, une recrudescence d'accidents de la route augmenterait le PIB en englobant les frais de réparation et les ventes de voitures de remplacement. Il ne tient pas compte des nuisances et pollutions autrement que pour les activités correctrices, avec ce résultat que le capitalisme destructeur est en outre payé pour réparer les conséquences de ces destructions ; il ne tient aucunement compte des aspects qualitatifs des choses ; il ignore l'économie du don, du troc car ce n'est pas un échange monétaire ; il ne tient pas compte du travail domestique ou bénévole, du travail au noir, des activités des mafias, etc. Il ne fait considérer comme richesse que ce qui est calculable en espèces sonnantes et trébuchantes ; par exemple la beauté d'un site ne vaut rien sauf pour ce qui est exploité par le tourisme. On aurait donc bien tort de prendre comme instrument de mesure des contributions à la richesse nationale un moyen pervers et trompeur.

PIndB versus PIB

Car je maintiens que c'est la base productive d'un pays, industrielle et agricole, qui est à la source de toute valeur quantifiable et de tout revenu et emploi. La valeur de la production donne ce que j'appellerai le niveau primaire de l'économie. Cette valeur de production, on pourrait la calculer en équivalent temps de travail : la somme totale des heures de travail avec péréquation par la nature des travaux ; cette somme varie évidemment avec les technologies employées, source de productivité entraînant moins d'usage de travail pour une même production, et les niveaux de formation utilisés. On doit considérer aussi ce que j'appellerai le produit industriel brut (PIndB) à ne pas confondre avec le produit intérieur brut (PIntB ou PIB dans la novlangue technocratique) qui enregistre aussi la consommation, ce qui amène à penser que la croissance repose sur ladite consommation alors qu'elle consiste aujourd'hui à bousiller la balance commerciale par des importations. Il va de soi que les fournitures intermédiaires sont prises en compte dans ce PIndB (amortissements, produits, matières, intrants, services indispensables au bon fonctionnement des industries,

qui étaient autrefois internes) afin d'éviter les doublons dans les calculs ; c'est pourquoi on raisonne en valeur ajoutée par chaque producteur et on additionne l'ensemble des valeurs ajoutées (VA). Cette valeur primaire ainsi dégagée est ventilée, répartie, distribuée en différents usages secondaires qui n'existent que parce qu'il y a eu d'abord l'activité primaire et son revenu exprimable comme valeur ajoutée elle-même primaire. Par exemple, quand un travailleur de l'industrie va chez le coiffeur ou au cinéma, c'est qu'il consacre une partie de son revenu à ces services ou activités. Un travailleur des services ou de l'État aussi, me direz-vous. Certes, mais leurs services sont eux-mêmes payés par la valeur ajoutée primaire. Qui est en même temps le revenu national primaire si l'on ne tient pas compte, pour la clarté de l'exposé, des échanges extérieurs en se contentant de travailler sur la seule production intérieure. Par pure hypothèse pédagogique, faisons comme si la VA primaire était répartie avant tout prélèvement par quelqu'acteur que ce soit. Considérons que ce partage est à peu près celui d'aujourd'hui (calculé bien autrement), soit 65 % qui vont aux travailleurs et 35 % aux capitalistes (partage actuel de la valeur ajoutée, lequel a vu une perte de 6 points en moyenne ces dernières années en faveur du capital ; 10 si l'on prend comme référence l'apogée en faveur du travail des années 1979-1980). Ces revenus sont bruts, c'est-à-dire hors taxes, cotisations, prélèvements, impôts. C'est en quelque sorte un résultat brut d'exploitation, duquel on aurait enlevé pour la part du capital, les salaires bruts. Enlevons donc maintenant les prélèvements obligatoires (PO) tant du revenu du capitaliste que de celui du travail. Pour simplifier, prenons les 44 % actuels de PO arrondis à 50 et appliqués aux deux acteurs à égale part (ce qui est très faux dans la réalité libéralo-capitaliste). Le capital gardera donc 17,5 % net et le travail 32,5 % du revenu national.

PO versus POU

Le terme PO est fait pour tromper. Car il s'agit en fait de contributions au financement de fonctions utiles pour la société, prélèvements que l'on devrait considérer comme volontaires chez les citoyens et les patrons conscients de vivre (et de faire vivre) un pays dans la solidarité et l'efficacité. PO fait surtout penser à prélèvement et obligation imposée par la force de l'État. Cela fait oublier l'utilité sociale des contributions et stigmatiser la puissance publique. C'est donc un langage parfaitement adéquat à l'idéologie libérale de l'inutilité du secteur social et public et au refus des contraintes étatiques. Il vaut mieux parler de prélèvements oblatifs utiles : les POU(x). Hélas, l'évolution idéologique est bien lente pour revaloriser les POUX. Et on constate qu'employer la langue libérale conduit à persister dans les errements. Par exemple, les cotisations retraites n'amènent pas à verser un salaire différé (*doxa* FO) ou indirect mais sont bel et bien un prélèvement sur le revenu primaire ou PIndB, prélèvement évidemment nécessaire et utile. Les prélèvements sont comme Janus : utiles et désagréables, et les deux faces de la chose sont indissociables.

Les 50 % public/social du PIndB

Les fonctions publiques ou sociales reçoivent donc 50 % du PIndB primaire. C'est avec cela que l'État, les collectivités locales, les organismes de sécurité et de protection sociale payent leurs dépenses et prestations, donc rémunèrent les fonctionnaires et personnels associés. Il est clair que si une part de la production nationale est exportée, le volume total du PIndB croît en proportion, de même que les POUX. En sens inverse, si le pays importe plus qu'il ne produit, si sa production industrielle est insuffisante, alors ledit PIndB diminue. En outre, le pays peut vendre des services à l'extérieur, en général des machins informatiques, du conseil en organisation et en gestion avec les logiciels associés, des prestations financières et bancaires. Alors les prélèvements étatiques peuvent rester plus hauts car la TVA et les droits de douane ou les impôts sur les bénéfices extérieurs s'appliquent aux importations. On voit donc là que les gouvernements libéralo-capitalistes ne sont pas incités à préserver l'industrie car ils touchent quand même. Mais ces abrutis se sont lancés dans le libre-échange sans frein, sans protéger l'industrie ou toute production du territoire. Dès lors apparaît un seuil ou un point de rupture dans lequel la production intérieure est loin de compenser les importations. Alors les politicards et le Medef, plus les économistes et les journaleux libéraux, hurlent qu'il faut rétablir la compétitivité pour exporter. Comment ? En baissant le coût du travail : baisse des salaires, de la protection sociale, dont les retraites, augmentation du temps passé au turbin, etc. Il s'agit donc de diminuer la part du travail dans la VA notamment en sabrant dans les services publics et les dépenses sociales. Cette belle stratégie, qui n'est qu'un autre nom pour la lutte des classes autour des salaires, du temps de travail, du partage et de la redistribution du revenu, est largement dissimulée par le mode de calcul actuel du PIntB ou PIB. Comme on l'a vu, il ne reste que 17,5 % aux producteurs pour payer diverses choses : les investissements en plus des amortissements par une épargne mise en réserve (autofinancement), les intérêts des emprunts et les dividendes des actionnaires. On conçoit donc aisément que le patronat veuille augmenter le plus possible ces 17,5 % soit par réduction de ses 50 % de ses POUX, soit par la baisse des salaires.

Les 32,5 % du travail du PIndB

Reste le travail et ses 32,5 %. Eh bien figurez-vous qu'il dépense. L'homme est un roseau, le plus faible de la nature, mais c'est un roseau dépensant. Il achète des produits alimentaires et est alors rançonné par les grands distributeurs qui empochent une double marge : en

Les politicards et le Medef, plus les économistes et les journaleux libéraux, hurlent qu'il faut rétablir la compétitivité pour exporter. Comment ? En baissant le coût du travail.

taxant les acheteurs et en pressurant les producteurs. Il achète des services de proximité, lesquels ont l'avantage de n'être pas mis en concurrence avec l'extérieur : coiffeur, garagiste, femmes de ménage (qui dans les entreprises reçoivent le doux nom de « techniciennes de surface »), aides à la personne (dont enfants et vieillards), etc. Il achète des biens durables (de plus en plus importés comme les produits « blancs », l'audiovisuel, les bagnoles, des moyens de communication, etc.) et des textiles *low cost* pour l'essentiel. Il investit, quand il le peut, pour ses vieux jours et ses enfants (appartement, assurance-vie, titres, etc.) ; il paye des intérêts aux banquiers qui, évidemment, l'exploitent à fond, quand il emprunte, et des charges pour ses opérations bancaires. Il paye très souvent un loyer aux rapaces de l'immobilier. Il achète des moyens de culture (livres, journaux, DVD, cinoche, etc.). Il consomme de l'énergie dont le prix brut (hors POUX puisqu'ici je parle de leur part dans le PIndB) devient astronomique. Il s'assure et paye du « reste à charge » pour se soigner. Etc. Il appert bien, présenté ainsi, que les 32,5 % de revenu net (après POUX) permettent de payer des achats et aussi des rentes et des prédations à d'autres acteurs économiques que le PIB assimile largement à des producteurs primaires de biens ou de services. L'argent reçu par les banquiers, les assureurs, les distributeurs, les prestataires de services, etc., n'est donc jamais qu'une acquisition de la plus grosse part nette du revenu du salariat. On conçoit alors que le salariat lutte pour ne pas être spolié par ses fournisseurs après avoir été exploité par ses patrons, lutte que les politicards ne mènent pas sauf s'ils sont menacés de non-réélection. Car lesdits fournisseurs dominent l'information, les médias susceptibles de briser leur réputation, car ils les aident financièrement pour leurs campagnes et leurs corruptions diverses et variées. N'oublions pas cependant que le salariat reçoit aussi en retour environ 45 % des POUX sous forme de prestations, allocations, retraites. Ce qui met en évidence les luttes structurelles entre les vieux et les jeunes pour leur part du PIndB et entre « les assistés » et les payeurs. Je propose évidemment de supprimer tout retour de POUX vers le capital par exemple sous forme de subventions ou de détaxations qui diminuent leur montant.

Calculer en termes de flux et pas de PIB

L'actuel PIB est un calcul de résultat ; il mélange tout : production et consommation, public et privé (marchand et non marchand), types d'activités (primaire, secondaire, tertiaire). C'est un abandon de la réalité des choses car il faut raisonner en termes de flux de valeurs entre acteurs sociaux dans les rapports sociaux conflictuels, en termes de circuit de circulation des valeurs. C'est ce qu'avait fait le physiocrate François Quesnay : un tableau de circulation de la valeur entre protagonistes et classes sociales. Sauf que Quesnay attribuait l'origine de la valeur primaire à dame nature, seule la terre étant productive. Maintenant, c'est l'industrie et l'agrico-alimentaire. La disparition du circuit économique n'est pas innocente ; elle signifie celle de la lutte des classes autour du partage du PIndB et des POUX.

Cette analyse peu conventionnelle eu égard aux standards de la « science normale » (celle qui domine dans les milieux scientifiques, ici économiques) montre qu'il y a des marges de manœuvre, y compris pour les libéro-socialos, et en restant dans leur *doxa* pour lutter contre la désindustrialisation du pays. Car c'est le problème majeur du financement de toutes les fonctions sociales.

Banque du peuple ou révolution ?

Pour redéployer l'industrie, déjà, on peut échapper à la loi des banquiers en créant contre eux et en concurrence avec eux une Banque du peuple socialisée fondée sur une monnaie de crédit elle-même reposant sur les stocks, les encours, les échanges. Cette banque reçoit des dépôts rémunérés et facture ses aides au prix coûtant. Elle fait partie de ce que j'ai appelé un anarcho-structuralisme qui consiste à créer partout des contre-structures fonctionnant en dehors des normes capitalistes. Cette banque peut prêter à l'État et lui faire des avances de trésorerie. Sa monnaie est interne mais convertible car elle amasse des avoirs susceptibles de couvrir les soldes, et uniquement les soldes, des échanges extérieurs. Elle finance l'économie sociale (coopératives de production et de consommation, entreprises d'insertion, associations économiques) et des PME pour créer des concurrents bénévoles et non rentabilistes à l'économie privée. Les cotisations sociales des entreprises et des travailleurs des secteurs exportateurs sont déductibles à l'exportation et les importations sont taxées de leur montant (en déduisant ce qui existe en la matière chez les pays exportateurs). En outre, des droits compensateurs des différentiels de législation (sociale, environnementale, fiscale, monétaire sur les taux de change) sont installés pour lutter contre la concurrence déloyale, y compris au sein de l'Union européenne. Les circulations de capitaux sont taxées et contrôlées (contrôle des changes restauré). Cela n'est qu'une liste limitative de ce qui peut être fait pour sauver l'industrie tout en restant dans le libéralisme.

Ou, ce qui est mon choix, il faut en sortir radicalement.

J. L.

Des *mutilations religieuses*

En juin dernier, un tribunal allemand (Cologne) a condamné la circoncision en faisant de celle-ci un délit pénal car « *elle modifie durablement et de manière irréparable le corps d'un enfant* ». Cette affaire faisait suite au cas d'un médecin généraliste ayant circoncis un garçon de 4 ans, fils de parents musulmans, admis quelques jours après aux urgences pour des saignements…

Au-delà de l'aspect légal consistant à pratiquer ou non ce type d'intervention, le tribunal est allé plus loin en s'appuyant sur le droit des enfants (cf. convention de l'ONU), et a estimé que « *le droit d'un enfant à son intégrité physique prime sur le droit des parents* ». Le tribunal précisait également que ce jugement n'altérait en rien la liberté de religion des parents et que ceux-ci pouvaient attendre que l'enfant soit majeur pour qu'il décide lui-même d'être circoncis ou non, autrement dit de choisir ou non son appartenance religieuse.

Quoi de plus normal, et face à ce jugement somme toute rempli de bon sens, qui devrait faire jurisprudence, les Églises se sont levées comme un seul homme considérant ce jugement comme une atteinte insupportable à la liberté religieuse ! Pour elles, une mutilation génitale n'est plus mutilation à partir du moment où elle est dictée par Dieu… Allons donc !

Et voici à nouveau l'union sacrée entre juifs, musulmans, catholiques et même protestants (habituellement plus discrets). Dieter Graumann, président du Conseil central des juifs en Allemagne, estime que ce jugement est « *d'une gravité sans précédent dans les prérogatives des communautés religieuses* » et précise que la circoncision « *est un élément essentiel de la religion juive, pratiquée depuis des milliers d'années partout dans le monde* ».

De la même manière, le Conseil des musulmans en Allemagne parle « *d'atteinte éclatante et inadmissible au droit à l'autodétermination des parents* ».

Quant à la conférence des évêques, elle juge, pour sa part, « *extrêmement étonnante* » la décision du tribunal. Enfin, la Société pour la coopération entre juifs et chrétiens estime, quant à elle, que « *criminaliser la circoncision revient à ne pas souhaiter qu'il y est une vie juive en Allemagne* ». Enfin, l'Église protestante déplore une « *atteinte à la liberté religieuse* » (*Le Monde* du 29 juin 2012).

Encore plus fort, le rabbin Pinchas Goldschmidt de Moscou n'a pas hésité à caractériser cette condamnation des mutilations génitales sur des enfants comme « *l'attaque la plus grave contre la vie juive en Europe depuis l'Holocauste* ».Comparer une mesure visant à protéger l'intégrité physique des enfants et les crimes du nazisme relève du délire !

Seuls les médecins ont apprécié un jugement instituant une base légale sur laquelle s'appuyer par rapport à la situation vécue jusqu'alors. Et les 30 % de petits garçons circoncis à travers le monde (chiffre de l'OMS), c'est quand qu'on leur a demandé leur avis ?

Toutes ces religions se sont levées face à ce « *petit juge* » ayant l'outrecuidance de remettre en cause la « *tradition religieuse* », de prétendre qu'un enfant a droit à son intégrité physique… Qui plus est, sous la pression de ces lobbies religieux, voilà que nombre d'hommes politiques allemands se sont désolidarisés du juge.

M. Seibert, porte-parole d'Angela Merkel, prétend que « *les circoncisions des garçons ne doivent pas être l'objet de poursuites pénales* ». Les sociaux-démocrates réclament une loi « *visant à protéger les rituels religieux traditionnels* ». Renate Kunast, dirigeante du groupe parlementaire écologiste, y va de sa proposition (verte et durable ?) de « *garantir des exemptions pour les juifs et musulmans* » (*Le Figaro* du 13 juillet 2012).

En définitive, voici réclamée par les Églises, et soutenue par les partis politiques, la continuité des pratiques barbares au nom de la soumission à Dieu et aux traditions obscurantistes qui en résultent.

Qu'attendent-ils donc tous ces politiques, en Allemagne, en Europe et dans le monde pour légiférer et ainsi légitimer au nom d'une saine tradition religieuse l'excision des petites filles, le sacrifice rituel d'animaux… Et, tant qu'on y est, les sacrifices humains, puisque les dieux les ont exigés pendant des siècles !

N'en déplaise aux religieux de tous poils, la circoncision est bien une violence faite à l'enfant, pratiquée aussi bien par les juifs que les musulmans, ainsi que les catholiques durant des siècles. À ce propos, dans le Nouveau Testament, Luc évoque la circoncision de Jésus (II, 21) et le « *Saint Prépuce* » fut vénéré en tant que relique durant tout le Moyen Âge, diverses Églises revendiquant sa possession.

La circoncision continue d'ailleurs d'être pratiquée par les Églises coptes d'Égypte ou d'Éthiopie, ainsi qu'en Polynésie française ou même aux Philippines, pays asiatique à majorité catholique !

En conclusion, les religions ne sont que violences faites aux femmes et aux hommes, au nom de dogmes absurdes et criminels relevant de la psychopathologie.

Pour une fois qu'un tribunal va dans le sens du respect de l'humain, soyons satisfaits…

Il est temps que juifs, musulmans et chrétiens nous lâchent le prépuce ! Qu'ils lâchent également les clitoris et vagins des dizaines de milliers de femmes victimes d'excisions, d'infibulations, d'introcisions, d'incisions et autres types de mutilations sexuelles visant à maintenir la domination patriarcale par le contrôle de la sexualité féminine !

Michel
Groupe Marguerite-Agutte de la Fédération anarchiste

Sécurité militaire ! Sécurité pour qui ?

LES MILITAIRES, C'EST BIEN CONNU, nous protègent. Mais voilà, le monde débordant de traîtres et de sournois, il faut protéger les militaires. Non tant à leur bénéfice que pour éviter que ce dernier rempart de l'État, lui-même rempart de la nation, ne tombe aux mains de l'Anti-France, vilain chancre perpétuellement soucieux de nous dévorer. Ceci est la justification officielle de l'existence de la DPSD (Direction de la protection et de la sécurité de la Défense). Un titre parfaitement ennuyeux, destiné par Mitterrand à gommer l'ancien nom de « Sécurité militaire », longtemps sise 2 bis, avenue de Tourville, aux Invalides. Il fallait bien faire croire que 1981 inaugurait une ère nouvelle, dont l'une des nombreuses supériorités serait l'élimination des barbouzes. En apparence, la DPSD est censée se contenter de vérifier que les personnels militaires ne sont pas des traîtres, des sournois aux ordres des puissances étrangères, et que les installations militaires ne sont pas ouvertes à tous vents et pénétrées, voire sabotées. En réalité, cette fonction place la DPSD tout au sommet de l'appareil d'État, comme le remarque le petit livre aussi méchant que bienvenu de Michel Sitbon *2 bis, rue de Tourville, la Sécurité militaire au cœur de la République*, paru chez Aviso (9 euros). Car la DPSD peut retirer à tout moment leur homologation aux militaires, aux barbouzes et aux policiers, et à un certain nombre de fonctionnaires.

Bien maigre pouvoir ? À court terme, oui. À long terme, non. Staline est arrivé au pouvoir en occupant une fonction apparemment terne de « secrétaire » du parti, mais qui lui donnait la haute main sur les recrutements et les promotions. Personne n'entrait ni ne montait dans le Parti communiste sans son aval. Il se fit tant d'obligés qu'il put prendre le pouvoir. La DPSD, c'est la même chose. À long terme, qui contrôle la DPSD, ou contrôlait la sécurité militaire, peut placer ses pions d'abord dans l'appareil de renseignement, puis dans l'appareil militaire. Or, on sait que, si les services de renseignement brillent souvent par leur incapacité à fournir de bons renseignements (2e Bureau 1940, CIA 11 septembre 2001, etc.), leurs innombrables passe-droits, leur possibilité d'utiliser tous les ressorts de coercition et de recherche de l'État en font des repaires de putschistes comme le prouve l'exemple de Vladimir Poutine, ex-KGB, ou des sources de puissance et d'influence pour les politiciens qui travaillent avec eux : le premier Bush avait été directeur de la CIA. John Edgar Hoover, directeur du FBI, fut au moins aussi puissant que les présidents qu'il faisait chanter. Giulio Andreotti, grand manitou de l'Italie mafieuse et fréquent Premier ministre de l'Italie démocrate-chrétienne, travaillait main dans la main avec le Sismi d'une part, et d'autre part la loge P2 de Licio Gelli, utile survivance du réseau Gladio.

Gladio, justement.

Ce réseau créé par la CIA dans le but de résister aux Soviétiques s'ils avaient envahi l'Europe fut pain bénit pour les mafias et les extrêmes droites du continent. En France, on l'appela « Rose des Vents ». L'un de ses membres, rappelle Sitbon, fut François de Grossouvre, longtemps financier et âme damnée de, tiens, François Mitterrand. Mitterrand, dont Sitbon démontre, dans un précédent ouvrage, qu'il fut cagoulard et que la Cagoule, prétendument dissoute, a continué à fonctionner, au strict minimum comme réseau de solidarité et d'influence.

Voulant travailler à très long terme, elle eut l'intelligence de placer ses membres, tous d'extrême droite, un peu partout sur les échiquiers politiques et barbouzeux, et même dans les deux camps opposés de l'Occupation, les collabos et la Résistance. À Mitterrand, résistant de la toute dernière heure, échurent deux missions : la première consista à sauver la peau, lors des procès de la Libération, de bon nombre de Cagoulards malencontreusement assignés au camp perdant, la collaboration. Conquérir la gauche pour l'émasculer fut la seconde. Dans les deux cas, Mitterrand a bien mérité de la Cagoule. Enfin, Sitbon suggère qu'extrême droite et DPSD s'aiment d'amour tendre (le service d'ordre du FN ne s'est-il pas appelé DPS ?) et que l'influence et les méthodes cagoulardes ont probablement survécu aux décès successifs des cagoulards historiques.

Nestor Potkine

Enterrer les fantômes, ressusciter les révolutions

Chronique raisonnée sur une renaissance libertaire à La Havane (première partie)

Cette longue chronique qui débute par les souvenirs de jeunesse de ce militant aura suite et fin dans un prochain numéro du *Monde libertaire.*

Marcelo « Liberato » Salinas

Traduction de Miguel Chueca

Ma mémoire politique a émergé comme telle à la fin des années 1980. De cette époque à nos jours, des projets créatifs et de régénération antiautoritaire ont fleuri dans le milieu habanero et cubain, en dépit de la profonde désarticulation sociale produite par l'établissement du capitalisme d'État bureaucratique et « développementiste » instauré à Cuba. Un récit détaillé de ces faits excéderait les limites de notre texte, mais il est indispensable de se référer à certains d'entre eux si on veut rendre compte du fond social d'où a surgi le thème central de notre chronique, dont l'ordre sera donné par mes expériences vécues les plus directes et mes souvenirs les mieux organisés.

En plein succès de la reconstruction de l'ordre étatique à Cuba, appliqué en toute rigueur dans les années 1980, à la suite de près de vingt ans d'éradication « révolutionnaire » de toutes les formes associatives et de pensée autonomes existant dans la société, les générations formées dans les nouvelles écoles d'art étatiques (Escuela Nacional de Arte et Instituto Superior de Arte) furent parmi les premières à démontrer l'impossibilité de concilier les tentatives de modernisation autoritaire dans la société cubaine avec l'esprit de libre créativité, nécessaire pour faire vivre le moindre programme d'éducation artistique un tant soit peu crédible.

Un des cas les plus évidents de cette incompatibilité fut celui de la première génération d'artistes plastiques formés à l'Institut supérieur d'art de La Havane, d'où jaillirent les projets Artecalle, Puré, Castillo de la Fuerza, etc., qui firent trembler les murailles du « réalisme socialiste » à la cubaine, que les commissaires culturels voulaient imposer comme canon artistique. Au même moment, on vit apparaître des *cantautores* (auteurs-interprètes) comme Carlos Varela, Santiago Feliú, Donato Poveda, Gerardo Alfonso, Frank Delgado, Adrian Morales, qui bouleversèrent le pacte complaisant établi entre les trovadores et les gouvernants. Prenant forme peu à peu avec les Silvio Rodríguez, Pablo Milanés, Vicente Feliú, etc., il a été définitivement mené à son terme avec la transformation du premier en député du délétère Parlement national et directeur d'une compagnie de disques qui opère sous les formes classiques de la production capitaliste.

Mais il y eut plus que cela : il y eut du théâtre autonome, avec Víctor Varela et une pièce comme *La Cuarta pared* (*Le Quatrième Mur*), dont les représentations avaient lieu chez lui, dans un défi franc et précurseur à la muraille bureaucratique du Conseil national des arts scéniques ; il y eut la naissance d'un heavy metal clairement contestataire et de bonne qualité musicale depuis Metal Oscuro

jusqu'à Monte de Espuma, avec sa chanson culte *Ese hombre está loco* (*Cet homme est fou*), qui faisait allusion au caudillo local, ou avec les frères Míster Acorde, qui purent soutenir, au risque de leur vie, une école de musique reposant sur des méthodologies intuitivement libertaires.

Il y eut la poésie de Ramón Fernández Larrea, de Raúl Hernández Novás, des bardes aux tendances esthétiques presque opposées mais unis par la volonté de l'autonomie créatrice et par leur recherche de la liberté spirituelle, il y eut les récits de Chely Lima et Alberto Serret, figures de proue d'une littérature pour les jeunes aux résonances lyriques et antiautoritaires, ennemis de toute caporalisation spirituelle. Ces projets furent menés en référence à une série télévisée inoubliable, qui en son temps condensa tout ce réseau de créativité : *Shiralak* (1992), une excellente, et jusqu'ici non égalée, production télévisuelle de science-fiction, aux résonances philosophiques profondes sur le pouvoir et l'autorité qui impliqua de jeunes créateurs venant de sphères différentes, et démontra la haute capacité d'organisation et de gestion de ces collectifs créatifs au moment même où la crise économique et sociale de l'ordre étatique battait son plein.

Au début des années 1990, émergèrent des collectifs comme Paideia, El Establo, qui sans être le moins du monde libertaires, étaient à la recherche d'une création dans la liberté, ou des espaces comme La Clínica, fondamentaux pour la formation de certains de nos compagnons, devenus aujourd'hui des anarchistes actifs. La période du chant du cygne du socialisme de caserne cubain des années 1980 fut remplie de fines sonorités libertaires, qui mériteraient une histoire plus détaillée, dépassant les limites étroites et bien connues de la capitale du pays.

Qu'on ne s'y trompe pas, cependant : ces élans de régénération sociale ne trouvèrent ni les mots ni le véhicule qui auraient pu définir et rassembler toutes les précieuses énergies qu'ils renfermaient. Face à ces élans diffus, une figure obscure comme Roberto Robaina González reçut le feu vert des dirigeants du pays pour donner une nouvelle image à l'Union des jeunes communistes cubains (qui n'avait de jeune que l'âge tendre de ses membres), une fois que le président antérieur, Luis Orlando Domínguez, eut été expulsé et condamné par la justice pour corruption.

Le nouveau chef de l'Union des jeunes communistes transforma rapidement l'organisation en une agence de fêtes, de sorties dans de toutes récentes discothèques et dans des restaurants, d'excursions à la campagne et tout un succulent assortiment de prébendes dépolitisantes, comme récompenses à ceux qui faisaient montre de la plus grande vocation révolutionnaire… pour mieux servir leurs supérieurs. « *100 % cubano* » (« *100 % cubain* »), « *31 y pa'lante* » (« *31 et en avant* ») [1] et ensuite « *Lo mío primero* » (« *Ce qui est à moi en premier* »), furent quelques-unes des consignes des campagnes millionnaires financées, au début des années 1990, par la machinerie propagandiste de la Jeunesse communiste et du PC pour faire face à l'immense crise de crédibilité qui s'annonçait.

La période du chant du cygne du socialisme de caserne cubain des années 1980 fut remplie de fines sonorités libertaires,

Cependant, les années 1990 furent non seulement celles de la débâcle rapide du modèle de socialisme étatique subventionné et sous contrôle de la puissance de l'URSS, mais aussi de l'évaporation de larges secteurs du naissant monde contre-culturel cubain. *Como los peces* (*Comme les poissons*), disque du grand trovador Carlos Varela, résuma l'état d'esprit des années 1990 : s'en aller du pays, comme les poissons, en se jouant des risques inhérents à la traversée du détroit de Floride sur des pneus de camion, devint le symbole

d'une rébellion sans horizon libérateur qui, devant le collapsus alimentaire, celui des transports, de la « morale socialiste », et les coupures quotidiennes d'électricité, trouva dans la fuite du pays la seule voie pour reconstituer les rêves typiques de la classe moyenne cosmopolite qui se cachaient derrière l'idéologie de « l'homme nouveau » de l'État cubain.

Ce n'est pas par hasard si une chanson ultérieure, du début de ce siècle, du même trovador a été *La Verdad* (*La Vérité*), un chant au relativisme moral le plus réactionnaire et pédant :

> *« La verdad de la verdad*
> *Es que no es lo mismo*
> *Parecer*
> *Que caer en el abismo*
> *De la verdad… »*[2]

La fuite massive de centaines de milliers de personnes, des jeunes pour la plupart, entre 1992 et 1999 environ, priva le pays d'une bonne partie des réserves d'énergies nécessaires pour continuer les luttes sociales qui s'esquissaient faiblement au cours des années 1980. Quelque chose, cependant, devait arriver.

Rencontres d'auto-apprentissage

Ma première expérience de politisation anticapitaliste naquit à l'Institut supérieur pédagogique José-Varona de La Havane, la dernière carte dans le lot des offres universitaires pour un jeune au début des années 1990, pour étudier rien de moins que le marxisme-léninisme, une science-fiction après la débâcle des studios Soviexport films.

Au rebours de ce qu'on pourrait imaginer, dans les facultés de marxisme-léninisme, de musique, d'espagnol et littérature, d'arts plastiques et de géographie, on pouvait rencontrer des gens intéressants capables d'entreprendre des projets socioculturels autonomes. De là naquit l'idée de la revue *Nostredad*, dont le seul numéro fut une tentative de travail collectif très ardu et de coopération malgré les différences entre des camarades qui se rattachaient à divers courants d'idées, existentialistes, mystiques, chrétiens, et le type de marxisme que Miriam Herrera, Darié Gonzales, Julio Tang, moi et d'autres camarades nous tentions d'élaborer dans ces années-là.

Cette riche cohabitation et ce ferment d'espaces de rencontres, de conversations nocturnes nous inoculèrent le virus de l'auto-organisation et de l'auto-apprentissage. De là surgit, au milieu de l'année 1998, l'idée de créer un groupe d'études et de débats, dont le premier thème fut le 30e anniversaire des événements révolutionnaires de mai 1968, dont nous parlâmes dans l'actuel Coco Solo Social Club, là où eut lieu le dernier Observatorio Crítico.

Ces rencontres d'auto-apprentissage nous obligèrent à reproduire une énorme quantité de matériaux avec toutes sortes d'amis, ce qui entraîna la création de réseaux durables d'entraide, lesquels permirent à leur tour l'ouverture de dialogues intéressants et de réflexions collectives qui préparèrent le terrain pour le futur. En ce sens, l'expérience fonctionna comme une référence pour les potentialités que pouvaient receler ces espaces d'auto-éducation et de création de réseaux sociaux.

Nous recourions à la protection temporelle d'une organisation culturelle para-étatique pour pouvoir développer notre propre organisation.

La parenthèse du travail de parti

De la fin 1997 à 2001 environ, plusieurs de ceux d'entre nous qui participions à ces ateliers évoluâmes vers le militantisme politique de type trotskiste, influencés par les échanges organisés avec des camarades de la Jeunesse socialiste du Parti socialiste des travailleurs des États-Unis, affiliés à la IVe Internationale, et par les contacts avec Susana Bacherer, une camarade du Parti ouvrier révolutionnaire (POR) de Bolivie, installée alors à La Havane au côté de son père Pablo, qui souffrait d'un cancer en phase terminale. Quatre ans au cours desquels nous nous immergeâmes avec toute notre énergie dans le travail de parti : l'« épuration idéologique », les « débats de fraction », la « propagande, programmatique au sein de la classe ouvrière », une époque où nous fondâmes la Basta (Brigade d'action sociale contre le totalitarisme et l'aliénation) et le Projet Jonas, deux formes de projection dans le futur qui vécurent en une tension interne féconde.

Alors que la Brigade vivait au petit matin, dans cette tension qui naissait de la discrète distribution de tracts dans les rues, à l'occasion des marches officielles contrôlées, dans la méga-fête officielle de livres, dans la prison, réhabilitée et ténébreuse, de la Cabaña, le Projet Jonas ouvrait des voies d'interconnexion avec le Festival de Rap d'Alamar et le Grupo 1 (Rodolfo Rensoli, Valexi Rivero), grâce à Manuel Martínez « El Pollo », à partir du programme radiophonique qu'il avait à cette époque sur une chaîne officielle, avec les performers d'Omni et les poètes de Zona Franca, les festivals Poesía Sin Fin (Poésie sans fin). Peu à peu, tout cela éroda sainement nos notions organisationnelles et le sens de notre parti politique domestique.

Notre zone de développement la plus proche – un terme emprunté à une certaine pédagogie – ne serait pas la classe ouvrière dont nous parlaient les manuels de révolution des compas trotskistes, mais les groupes et les individualités qui, à partir de la création culturelle, étaient en train de réélaborer le concept de révolution et d'explorer les inégalités et les formes de domination qui naissaient dans le Cuba des années 1990. Dans ce cadre, nous retrouvâmes les premiers pas faits avec le groupe d'auto-étude, en reconsidérant les formes organisationnelles impliquées dans cette pratique et ses potentialités sur la scène qui se présentait à Alamar.

De là naîtrait le premier événement organisé entre le Projet Jonas et Grupo 1, si mon souvenir est bon, en juin 2002, à la Maison de la culture du quartier de Guiteras (à l'est de La Havane), en vue de commémorer le cycle de création sociale radicale des années 1960. Là, de nombreuses personnes qui ressentaient l'utilité et la valeur de ce genre d'espaces se rencontrèrent et se reconnurent : pour ceux d'entre nous qui avaient fondé le groupe d'études et de débats cinq ans auparavant à Coco Solo, cela ne fut pas autre chose qu'un retour à nos élans des origines, mais cette fois-ci à côté de nouveaux camarades et dans un cadre plus large. Dès lors, nous avançâmes d'un pas plus assuré sur la voie de l'autonomie organisationnelle et de la production d'une pensée radicale qui fut à la hauteur des circonstances que nous vivions. Ce fut le début de ce qui deviendrait la *Cátedra* (Chaire) Haydee Santamaría, le premier collectif du Réseau Observatorio Crítico.

Forum de la jeunesse antifasciste, l'Humanisme comme paradoxe de la civilisation, les Autres Héritages d'octobre, Nous penser à propos du *reggaetón* furent, entre autres, quelques-uns des événements que nous organisâmes et qui donnèrent lieu à la création d'autres espaces plus quotidiens, comme La Escuelita, qui déboucha sur l'organisation, en avril 2007, du premier Observatorio Crítico, un événement organisé au tout début par la Cátedra Haydee Santamaría, qui naquit avec la vocation explicite de servir de réseau permanent, permettant de nous doter d'une capacité d'autogestion, d'entraide et de fraternité pour réaliser tous nos projets socio-culturels et soutenir toutes ces personnes qui souhaiteraient emprunter la voie de la critique dans le futur.

Ce fut dans ce sens que fonctionna pour nous depuis le début la relation avec l'association Hermanos Saiz, une agence culturelle para-étatique, contrôlée par l'Union des jeunesses communistes et le vice-ministre de la Culture, pour l'accompagnement et le contrôle idéologique du travail des jeunes créateurs à Cuba : nous recourions à la protection temporelle d'une organisation de cette nature pour pouvoir développer notre propre organisation.

M.L.S.

---

1. Cette consigne fut lancée à la fin de l'année 1989, quand le régime était sur le point d'entrer dans sa 31e année d'existence. (NdT)

2. « *La vérité de la vérité est que paraître n'est pas la même chose que tomber dans l'abîme de la vérité.* » Cette chanson apparaît parfois sous un autre titre, *Las 25 mil mentiras de la verdad* (*Les 25 000 mensonges de la vérité*). (NdT)

Où l'homme, animal bipède, comprend ses origines et son parcours

Il n'est vraiment pas possible pour un journal comme le nôtre de laisser plus longtemps le silence s'abattre sur cet ouvrage sorti en mars 2011… Deux années perdues pour celles et ceux qui ne l'ont pas encore lu, j'imagine nombreux, trop nombreux.

L'auteur de l'émission maintenant bien connue de France Inter *Sur les épaules de Darwin*, dont une première transcription *Sur Les battements du temps* est parue en 2012, nous propose ici un fabuleux ouvrage scientifique, mais aussi un voyage poétique et une réflexion sur la vie – et par là même sur notre existence.

Prenant pour socle à sa démarche les recherches et ouvrages de Charles Darwin (1809-1882), revenant sur les connaissances, les croyances et les certitudes de son époque, dans une écriture fluide, précise mais sans ostentation ni accumulation de termes trop compliqués, il peut être lu par chacun ; pas besoin d'avoir des connaissances pointues sur le sujet : Jean-Claude Ameisen nous les sert sur un plateau, prédigérées et mises en forme avec une élégance étonnante.

À partir de son voyage autour du monde sur le *Beagle* (1831-1836) et de ses nombreux travaux, Darwin va mettre en place toutes les données accumulées dans son livre princeps, *L'Origine des espèces par le moyen de la sélection naturelle* (1872) dont la parution est précipitée par la concurrence d'Alfred Wallace (1823- 1913) qui, par un autre biais, est arrivé à une conclusion analogue. Si Wallace n'a pas été retenu pour donner son nom à la théorie, c'est autant dû à la différence de position sociale de cet autodidacte qu'à un manque de théorisation et de globalité. Wallace continuera ses recherches mais se tournera vers la politique au profit de la lutte sociale puis vers le spiritisme.

De la démarche de Darwin à ses conclusions scientifiques, des différentes étapes aux conclusions provisoires de ce génie, nous sommes sans cesse transportés dans un voyage aux allers-retours incessants entre le travail de fourmi de Darwin et celui de ses continuateurs qui, petit à petit, ont contribué à conforter ses idées révolutionnaires, jusqu'à la compréhension de ce qui restait un mystère : la génétique, très tôt abordée par le moine botaniste Grégor Mendel (1822-1884) – dont Darwin avait reçu le compte rendu de recherche en allemand mais ne l'avait pas ouvert – et redécouverte au XX^{e} siècle avec les chromosomes, l'ADN, sa double hélice (Crick et Watson, 1953) et ses bases.

Sans cesse renouvelée, la théorie de l'évolution, malgré quelques adaptations nécessaires du fait des découvertes postérieures, a tenu et tient bon contre vents et marées, toujours riches de questions nouvelles et de remaniements qui ne font toujours que la conforter. Aujourd'hui encore les études sur le comportement animal et humain, les recherches sur les émotions et les travaux sur la vie en société apportent leur eau au grand moulin de l'histoire de la vie, jusqu'à la nécessité de l'empathie dans les relations sociales interindividuelles, en particulier chez les oiseaux et les mammifères, caractéristique nécessaire à l'évolution de nos ancêtres préhumains et non conséquence de notre hominisation.

Ce livre démontre aussi les dérives du darwinisme social qui a fait tant de dégâts et dénonce le pseudo-scientisme de l'*Intelligent Design* qui voudrait nous faire croire qu'une intelligence supérieure a créé l'univers et la vie sur Terre dans le but de la création de l'Homme qui serait sa créature… Il nous faut combattre pied à pied les pourfendeurs qui se réclament de cette engeance, souvent soutenus par de gros financeurs réactionnaires et rétrogrades socialement.

« J'ai écrit ce livre avec l'intime conviction que la recherche scientifique peut contribuer à notre liberté. Qu'elle peut nous libérer des contraintes, des peurs, de la servitude de l'ignorance et des superstitions. Mais à la condition que nous veillions toujours à ne pas tomber dans le piège absurde d'en devenir prisonniers, et d'en faire d'autres prisonniers. À la condition de résister à cette pente si ancienne qui consiste à la mettre au service du mépris, de l'exclusion, de la déshumanisation. »

Faites de ce gros ouvrage votre livre de chevet et laissez-le vous accompagner dans tous les débats.

Serge Moulis

Jean-Claude Ameisen, *Dans la lumière et les ombres. Darwin et le bouleversement du monde*, Fayard ,2011, 500 pages, 24 euros.

Pour être vraiment d'ici

Et dire que j'ai failli manquer ce livre! Quel livre? Le *Hi K'ang* de Daniel Giraud! Il était resté sous une pile, le marque-page inséré à la fin du premier chapitre. Pas la peine de présenter Giraud, tous les anarchistes le connaissent ou l'ont en partie lu (quelques-uns, je le sais, entièrement). Ils savent par conséquent que Giraud n'est pas un homme de parti pris (sauf pour ce qui concerne sa propre liberté et celle de ceux qui la méritent), mais une intelligence en perpétuel mouvement, et l'une des plus vives de ce siècle.

Personnellement, j'ai toujours hautement estimé sa capacité à vivre entièrement ce qu'il pense, à explorer sans aucun préjugé les pistes qui s'offrent dès lors que celles-ci indiquent une éventuelle ouverture dans le champ désormais si réduit des possibles. Je ne vais pas entrer dans le détail. Le *Hi K'ang* est la biographie d'un sage taoïste et vous vous demandez sans doute déjà ce que le taoïsme et l'anarchie ont à voir. Vous aurez raison de vous en informer, car l'anarchie fort heureusement est multiforme. Bien des révoltes de fond qui ont eu lieu en Chine furent jadis conduites par des groupes d'anarchistes chinois qui étaient également de grands lettrés. Les actifs allaient chercher auprès des maîtres un savoir libertaire qui était censé échapper à tout contrôle humain.

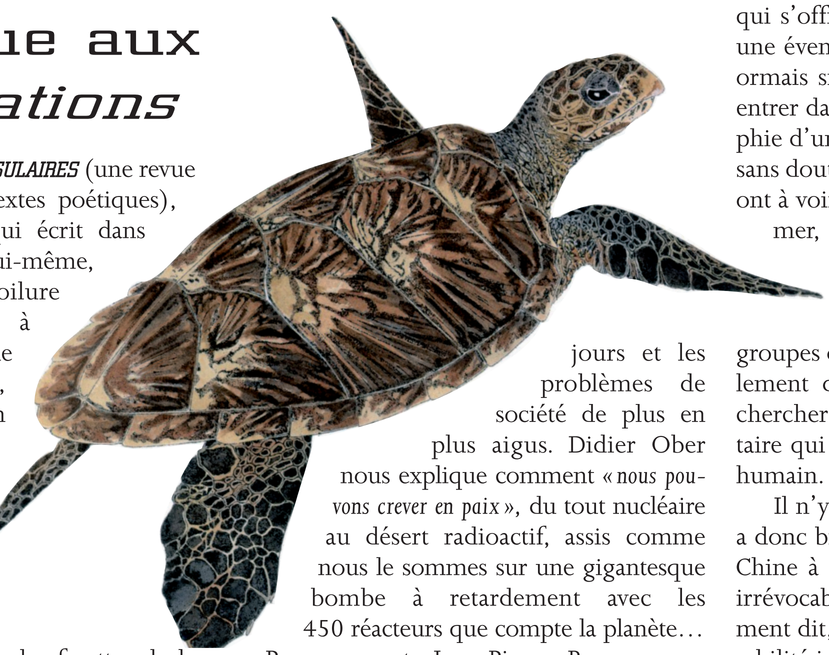
Il n'y a pas de révolution sans pensée. Il y a donc bien longtemps que l'on a réfléchi en Chine à ce qui oppose, de façon semble-t-il irrévocable, le réformisme à l'anarchie, autrement dit, la responsabilité sociale à la responsabilité individuelle comme premier choix de direction existentielle. Giraud travaille depuis longtemps et avec excellence à jeter des passerelles entre des territoires de réflexions qui, sans lui, resteraient à jamais cloisonnés dans leur sphère propre. Il est vrai que la pensée possède un point commun avec la vie, ni l'une ni l'autre ne peuvent exister sans relation et sans écho. Il y a eu des hommes de grande valeur dans le passé.

Ce qu'ils ont pensé peut nous aider à nous orienter dans le vaste merdier dont nous héritons. Giraud remet le passé au présent et d'une façon qui, par la grâce du poète qu'il est aussi, nous parle de notre désir le plus intime: être vraiment d'ici.

Claude Margat

Daniel Giraud, *Hi K'ang. Un sage taoïste dans une forêt de bambous*, Éditions Accarias.

Bienvenue aux *Fermentations*



Après avoir publié *Pages insulaires* (une revue plutôt articulée par des textes poétiques), Jean-Michel Bongiraud, qui écrit dans *Le Monde libertaire*, auteur lui-même, transforme un peu la voilure pour donner naissance à *Fermentations*, une revue de réflexion qui se veut, comme le souligne son sous-titre, «*dans le mouvement du monde*». Le numéro 1 rassemble une kyrielle d'auteurs utopistes, tous différents les uns des autres. Après un édito de Jean-Michel où il décline toutes les facettes de la guerre, de la «vraie» guerre à la guerre sociale, Pierre Bance, dans « Deux classes, trois forces », nous explique que, durant la campagne électorale «indigente», la perception du champ social s'est modifiée, créant deux nouveaux groupes parfois antagonistes et parfois alliés: ceux qui possèdent les privilèges de la propriété capitaliste (la finance) et ceux qui détiennent la compétence patentée (l'élite intellectuelle et technocrate).

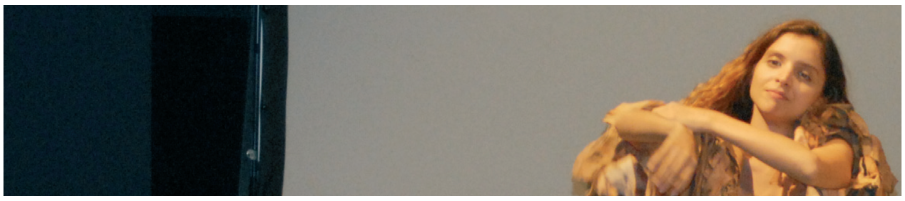
Yves-Jacques Bouin nous apprend que la «*censure nouvelle*» a changé de nom et est remplacée aujourd'hui par deux termes irréprochables: santé et sécurité. Le tout pour «*notre bien*», bien sûr! Roland Counard se demande encore comment il a pu survivre aux prédictions maya. Et il appelle à son secours Newton et Einstein pour le lui expliquer. Christophe Lakomy compte, pour sa part, ce qu'il reste de fonctionnaires, que l'on exhorte dans tous les services publics à devenir de plus en plus rentables (ou efficaces?) quand les méthodes de travail sont renouvelées tous les jours et les problèmes de société de plus en plus aigus. Didier Ober nous explique comment «*nous pouvons crever en paix*», du tout nucléaire au désert radioactif, assis comme nous le sommes sur une gigantesque bombe à retardement avec les 450 réacteurs que compte la planète…

Pour sa part, Jean-Pierre Roque nous découvre les enjeux secrets, ou «*comment mettre le peuple de France au pas*». Patrick Schindler nous livre une version (plus étoffée que dans *Le Monde libertaire*) de la vie de Gabrielle Petit, cette féministe anarchiste indomptable et increvable. Éric Simon nous explique que, dans le face à face avec l'écran de verre de la télé, chacun voit la réalité extérieure avec les yeux de Méduse, un processus pour lui entamé de pétrification du regard, loin de la vraie vie qui, selon Proust, seule vaut d'être pleinement vécue: celle de la littérature. Enfin, Lucien Wasselin nous fait découvrir un facsimilé de Théophile Ferré, l'une des premières victimes «légales» de la répression versaillaise, retrouvé dans… *L'Autographe*, une publication bien pensante et violemment anticommunarde.

Pathote

Fermentations, Association Parterre Verbal, 3, impasse du Poirier, 39700 Rochefort-sur-Nenon (5 euros).

Un agenda **féministe** chargé



Typhaine Duch

35e Festival international de films de femmes *« Je me souviens… »*

Je me souviens de la première année. Nous étions à Sceaux et Élisabeth Tréhard, alors directrice du cinéma Les Gémeaux, avait convaincu son CA de créer un événement cinématographique dédié aux femmes. Une grande première.

Je me souviens de l'été 1986 que nous avons passé avec Stéphane Lamouroux (Dune MK) à imaginer un système de sous-titrage électronique. Nous l'avons fièrement expérimenté lors du 8e Festival à Créteil.

Je me souviens d'Angela Davis, marraine de la section « Images de femmes noires ». Entourée de cinéastes importantes telles que Sarah Maldoror, Safy Faye, elle nous a permis, lors d'un débat public historique, de faire le parallèle entre racisme et sexisme.

Je me souviens de la grande photographe Gisèle Freund, de Lucie Aubrac, Françoise Collin, Yasmine Ahmad, Sotigui Kouyaté (fabuleux griot), Heike Hurst (qui nous invitait chaque année sur Radio libertaire), tous aujourd'hui disparus.

Tous ces souvenirs nous engagent aujourd'hui à continuer la mission que nous nous étions fixée : la reconnaissance et la diffusion auprès du public d'un cinéma fait par les femmes. Un cinéma qui témoigne à la fois de leurs origines culturelles, de leur solidarité et de leur désir d'émancipation.

Rafraîchir nos regards et nos conceptions, nos imaginaires et nos perceptions. C'est à cela que nous vous invitons pour les 35 ans du Festival. Célébrons les réalisatrices en haut des marches.

Jackie Buet

Le Festival se déroule du 22 au 31 mars 2013, à la Maison des arts de Créteil et à La lucarne.
Programme et infos : www.filmsdefemmes.com

Des lunettes pour lire les contes de fées

Pour beaucoup d'entre nous, les contes de fées sont des souvenirs d'enfance plus ou moins lointains. Aujourd'hui, Typhaine Duch nous invite à les découvrir avec des lunettes féministes et ils changent alors de catégorie : nous ne sommes plus dans le merveilleux ou le rêve, mais dans la construction du patriarcat et de ses impératifs !

Dès les premiers mots, « Il était une fois », le masculin soi-disant universel l'emporte. Que se passe-t-il si le féminin devient universel ? L'histoire commence : « Elle était une fois. »

Typhaine Duch nous emmène à la rencontre des princesses forcément endormies, des sorcières évidemment méchantes, de l'ogresse qui est la femme de l'ogre mais qui ne mange ni ne tue les enfants…

Elle nous montre que le sauvetage d'un petit malin et de ses six frères plus grands mais plus niais se fait au prix de sept meurtres de petites filles. Elle nous questionne sur la révolte qui aurait pu unir la femme de l'ogre, ses filles, le Petit Poucet et ses frères pour fuir ou immobiliser l'ogre. Ou le convaincre de manger autre chose que de la chair humaine.

Rendez-vous le samedi 23 mars à 14 heures à la MJC Mercœur à Paris (4, rue Mercœur, M° Voltaire) ; la représentation sera suivie d'un débat. L'entrée est exclusivement réservée aux femmes.

Une autre représentation est programmée le 18 avril à Bruxelles.

Pour en savoir plus : typhaine-duch.com

Extrait :

« Elle était une fois un groupe de parole à la Maison des Fées. Si leurs histoires finissent dans les livres par une phrase expéditive et mensongère, les femmes des contes de fées, elles, ont bien dû continuer à vivre la vérité. Pas la leur, à eux, les hommes, qui énoncent leur volonté en réalité, par le pouvoir de nommer. Pas la leur, à eux, qui dictent leur vérité, ainsi officielle, par la propagande martelée. Non, je parle de la vérité qui résiste à leurs fables et se vit, décousue, au fil des vies des femmes.

L'Histoire. Celle tue. Celle des tuées. »

Élisabeth Claude

Émission Femmes libres, saison 2 sur Radio libertaire, chaque mercredi de18h30 à 20h30

Contes à rebours, pièce écrite, mise en scène et interprétée par Typhaine Duch. Avec la participation de la plasticienne Michèle Larrouy : création des costumes et accessoires et de la cinéaste Frédérique Pollet-Rouyer. Projection de son court métrage *Endroit* (avec Typhaine Duch, Sophie Lascombes, Anna Rodriguez ; assistante de réalisation : Siham Bel ; chef opératrice : Nina Bernfeld ; régie tournage : Annie Ferrand).

Journée intersyndicale des femmes

L'Intersyndicale des femmes regroupe des militantes de la CGT, de la FSU et de l'Union syndicale Solidaires qui travaillent ensemble depuis 1998. Leur but est d'organiser chaque année des journées intersyndicales de formation femmes pendant deux jours qui rassemblent entre 300 et 400 personnes venues de toute la France, et de secteurs divers.

Cette formation se veut un lieu de réflexions, d'échanges et de confrontations qui permet d'approfondir les questions revendicatives sur nos lieux de travail et de poser la question de la place des femmes dans les syndicats.

Les journées 2013 auront lieu les 25 et 26 mars à la Bourse du travail de Paris, 85, rue Charlot, 75003 Paris, M° République ou Filles-du-Calvaire.

Programme :

Lundi 25, de 10 heures à 13 heures : Femmes et impacts des politiques d'austérité en Europe, avec Esther Jeffers, économiste (Attac France), Magda Alves de la Marche mondiale des femmes du Portugal et Sia Anagnostopoulou, enseignante à l'Université Panthéon Athènes.

Lundi 25, de 14 h 30 à 17 h 30 : Corps, images de soi, publicités sexistes… avec Bard, auteure, notamment, de *Ce que soulève la jupe : identités, transgressions, résistances* et d'*Une histoire politique du pantalon*, professeure d'histoire contemporaine, Université d'Angers, Chris Vientiane, auteure, avec Sophie Pietrucci et Aude Vincent, de *Contre les publicités sexistes*. À 17 h 45 : pot féministe.

Mardi 26, de 9 heures à 12 heures : Stéréotypes et freins à l'égalité professionnelle, avec Caroline De Haas, fondatrice de Osez le féminisme, conseillère de Najat Vallaud-Belkacem, et des militantes de la CGT, de la FSU et de l'Union syndicale Solidaires.

Mardi 26, de 13 h 30 à 16 h 30 : Femmes face à l'extrême droite en Europe. Projection du documentaire *Populisme au féminin* de La Via, Hanna Ladoul, Matthieu Cabanes, réalisateurs et débat avec Screpon, Université Paris-Ouest-Nanterre, auteur du livre *Enquêtes au cœur du nouveau Front national*.

Inscriptions auprès des trois organisations : CGT, FSU et Union syndicale Solidaires.

Non aux violences staliniennes dans les manifestations et ailleurs !

Communiqué de la Fédération anarchiste

Staliniens, têtes de chiens...

Vendredi 8 mars, le cortège libertaire formé lors de la manifestation antisexiste – composée surtout de membres de la Fédération anarchiste – a été violemment pris à partie par le service d'ordre du Parti communiste français.

Alors que notre bloc, comme il était prévu, emboîtait le pas au cortège du 9e collectif des sans-papiers, le service d'ordre du Parti communiste s'est brutalement intercalé. Tout comme nous, le 9e collectif a alors protesté, proposant même aux membres du PCF de les laisser passer devant eux. Rien n'y fit : la manœuvre consistait, selon toute vraisemblance, à nous empêcher de marcher à la suite des sans-papiers, avec lesquels nous avons des liens. S'ensuivit une bousculade, quelques échanges de coups et des jets de gaz lacrymogène que plusieurs de nos compagnons reçurent en plein visage. Des insultes fusèrent, et quelques doigts d'honneur nous furent également adressés, de la part de ces « communistes » venus pourtant manifester à l'occasion de la journée des droits des femmes...

La Fédération anarchiste dénonce avec la plus grande fermeté ces pratiques dignes d'un autre âge. Elle exige, de la part des dirigeants du Parti communiste français, qu'à l'avenir, il tienne leurs chiens de garde en laisse !

Secrétariat aux relations extérieures
de la Fédération anarchiste

RADIO LIBERTAIRE

Jeudi 21 mars

15 heures > 16 h 30 Bibliomanie. Invité : Victor Bouadjio Pour Les lucioles noires – Paru aux éditions Luce Wilquin.

Lundi 25 mars

11 heures > 13 heures Lundi matin, infos et revue de presse.

16 heures > 18 heures Trous Noirs. Terre et radioactivité. « Un avenir irradieux ? » avec Roland Desbordes, président de la Criirad.

18 heures > 19 h 30 Sciences en liberté. Une heure trente pour déménager la biologie.
Le territoire des animaux constitue-t-il une propriété privée ?

Mardi 26 mars

19 h 30 > 20 h 30 Parole d'associations. La Compagnie Tamérantong, qui fête ses 20 ans cette année, forme des enfants bien dans leurs baskets en montant sur les planches et en s'exprimant autrement que par la violence.

Mercredi 27 mars

10 h 30 > 12 heures. Blues en liberté. T Bone Walker, l'inventeur de la guitare électrique blues.

20 h 30 > 22 h 30 Ras les murs. Actualité des luttes des prisonniers.

89.4 MHZ en région parisienne — rl.federation-anarchiste.org

Du 5 au 20 avril

Albert Camus en Gironde

À l'occasion de la sortie du film *Le premier homme* de Gianni Amelio sur Albert Camus. L'association des cinémas de proximité de Gironde (ACPG) organisent des projections débats autour du thème « Albert Camus et les libertaires ».

Débats avec Wally Rosell :

Bazas, Le Vog, vendredi 5 avril à 21 heures ; Sainte-Foy-la-Grande, La Brèche, samedi 6 avril à 15 heures ; Canéjan, Centre culturel Simone-Signoret, samedi 6 avril à 20 h 30 ; Cestas : Le Rex, dimanche 7 avril à 15 heures ; Salles, Le 7e art, dimanche 7 avril à 18 heures.

Débats avec Lou Marin :

Blanquefort, Les colonnes, vendredi 12 avril à 18 heures ; Gujan-Mestras, Gérard-Philipe ; vendredi 12 avril à 21 heures, ; Créon, Max Linder, samedi 13 avril à 18 heures ; Cadillac, Le Lux, samedi 13 avril à 21 heures ; Monségur, Eden, dimanche 14 avril à 15 heures ; Langon, Le Rio, dimanche 14 avril à 17 h 30.

Jeudi 21 mars

Merlieux (02)

18 h 30. Rencontre-débat avec Yannis Youlountas, auteur d'un abécédaire insolent, poétique et politique *Derrière les mots* (Éditions libertaires, 2012) et de *Paroles de murs athéniens* (Éditions libertaires, 2012). On y parlera de ce qui se passe aujourd'hui en Grèce et sans aucun doute demain chez nous. Apéro dînatoire. Table de presse. Entrée libre et gratuite. Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles.

Vendredi 22 mars

Bordeaux (33)

20 h 30. Projection de *5 caméras brisées* suivie d'un débat. Au cinéma L'Utopia.

Amiens (80)

20 heures. Le collectif libertaire amiénois organise une réunion-débat sur le nucléaire : Doit-on séparer la critique du nucléaire de celle de la société qui le rend nécessaire ? Espace Dewailly (à côté du Coliseum). La soirée se finira autour d'un PPP (pain-pâté-pinard).

Clermont-Ferrand (63)

18 h 30 : Discussion autour du livre *Crack Capitalism* en présence du traducteur, Hôtel des Vils, Avenue URSS. cntait63@gmail.com.

Paris XIe

19 h 30. Soirée sur la situation en Grèce avec Yannis Youlountas auteur du livre *Paroles de murs athéniens* (Éditions libertaires). Projection du film documentaire indépendant : *Dédale, un fil vers la démocratie* de Manu Borgetto, Laurent Lhermite, Alice Tabart et Christian Vialaret. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, M° République, Oberkampf, Filles-du-Calvaire.

Samedi 23 mars

Limoges (86)

20 heures. Conférence-débat : les réfractaires à la guerre d'Algérie, avec Tramor Quemeneur, enseignant-chercheur, auteur de *Résister à la guerre d'Algérie*. Entrée libre. Réservations : cira.limousin@free.fr. Organisé par le Cira limousin (Centre international de recherches sur l'anarchisme), Maison du Peuple, 24, rue Charles-Michels.

Paris IXe

13 heures. Marche vérité et justice, contre les violences policières. Place de l'Opéra. M° Opéra.

Paris XIe

16 h 30. Rencontre-débat avec Alain Brossat autour de son livre *Autochtone, imaginaire, étranger imaginé* (Éditions du souffle). À La librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Clermont-Ferrand (63)

De 15 heures à 19 heures. Portes ouvertes de notre petite bibliothèque sociale. Local CNT-AIT 63, place Poly (Vieux Montferrand). cntait63@gmail.com.

Saint-Jean-du-Gard (30)

19 heures. Rencontre autour de la situation sociale en Grèce et des résistances, avec des amis grecs (et quelques litres de raki). Discussion précédée d'un court-métrage *Athens : social meltdown*. La soirée sera conclue par un somptueux repas grec itou. Bibliothèque-infokiosque du 152, Grand-Rue. Entrée libre.

Dimanche 24 mars

Saint-Jean-du-Gard (30)

19 heures. Concert avec Conjunto MAZJ, une bande de métèques qui se retrouvent autour de morceaux de musiques populaires avec lesquelles ils et elles ont grandi en Provence, Turquie, Grèce, Mexique et Tunisie. Bibliothèque-infokiosque du 152, Grand-Rue. Entrée libre.

Jeudi 28 mars

Rennes (35)

15 h 30-17 h 30. Conférence de Philippe Corcuff sur le statut de la critique et de l'engagement dans les sciences sociales. Université de Rennes 2, campus de Villejean, place du Recteur-Henri-Le-Moal, Amphi A3 (Bâtiment A). Métro : Villejean-Université.

Samedi 30 mars

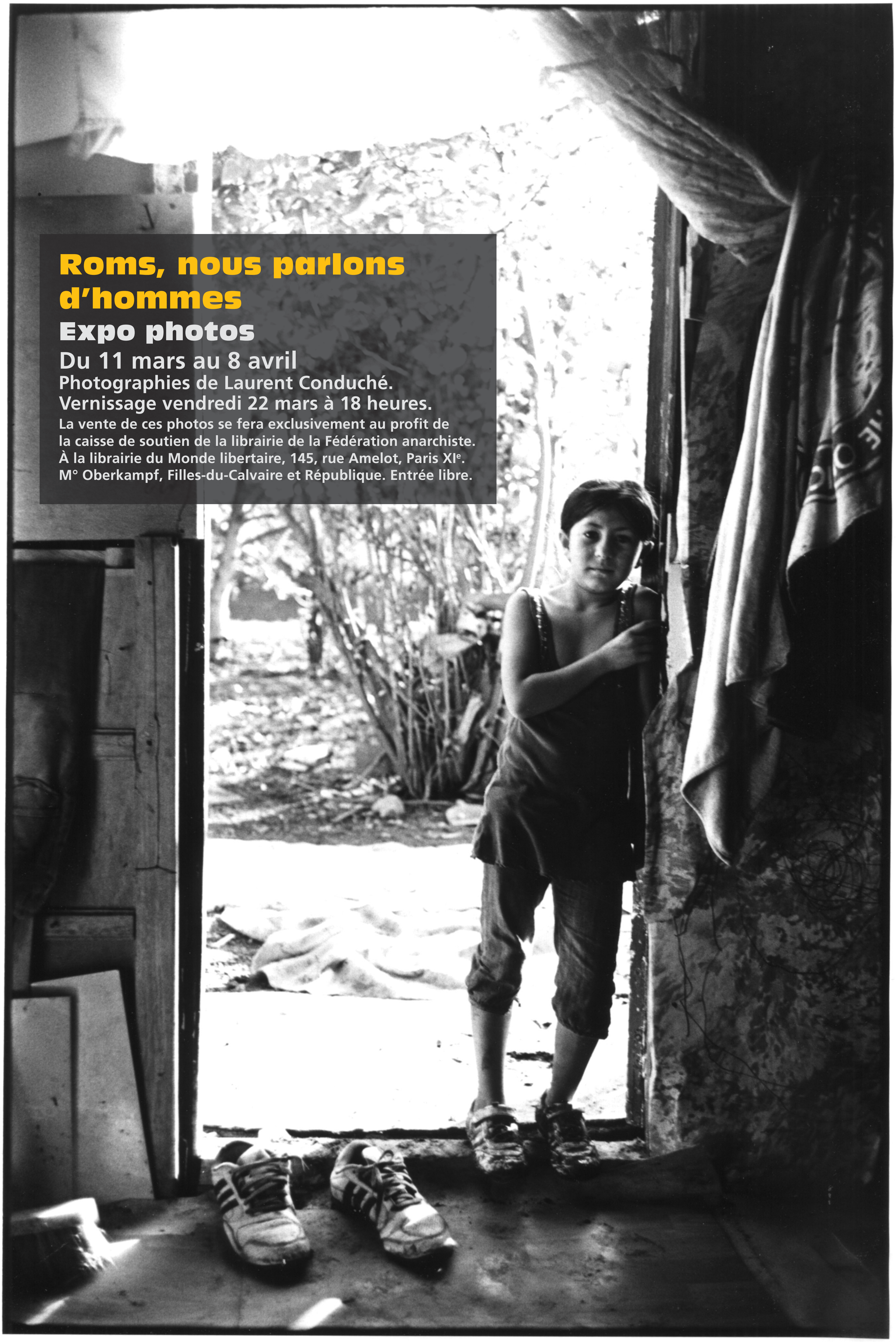
Pont-Audemer (27)

20 h 30. *Des nuits en bleus* de Jean-Pierre Levaray par le Théâtre de l'éclat dans le cadre du festival Risle en Scène.

Paris XVIIIe

15 heures. Rencontre-débat avec Astrid Fontaine autour de son ouvrage *Le Peuple des tunnels (1900-1930)*. L'ethnologue revisite la vie quotidienne des employés de la Compagnie du Nord-Sud, qui exploita le métro au début du XXe siècle. Des petites histoires dans la grande Histoire. À la bibliothèque La Rue, 10 rue Robert-Planquette. M° Blanche ou Abbesses. Entrée libre et gratuite.

bibliotheque-larue.over-blog.com


Roms, nous parlons d'hommes
Expo photos
Du 11 mars au 8 avril
Photographies de Laurent Conduché.
Vernissage vendredi 22 mars à 18 heures.
La vente de ces photos se fera exclusivement au profit de la caisse de soutien de la librairie de la Fédération anarchiste.
À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris XIe.
M° Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre.